SÉNAT

Session ordinaire de 1919.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 2^e SÉANCE

Séance du mercredi 15 janvier.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Discours de M. Antonin Dubost, président du Sénat.
3. — Excuses.
4. — Communication de M. le président de la Chambre des députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des députés pour l'année 1919.
5. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée. — Renvoi à la commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer pendant la guerre. — N° 4.
6. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Noël, relative au fonctionnement de l'état civil aux armées et dans les communes libérées de l'occupation ennemie. — Renvoi à la commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion et pour avis, à la commission de l'armée. — N° 5.
7. — Suspension et reprise de la séance.
8. — Demande d'affichage du discours de M. le président du Sénat. — Adoption.
9. — Dépôt et lecture par M. Martinet d'un rapport, au nom de la commission relative à l'organisation départementale et communale, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 pour la revision des listes électorales. — N° 6.
Urgence précédemment déclarée.
Discussion immédiate prononcée.
Discussion générale: MM. Bepmale, Larère, Paul Doumer, Pams, ministre de l'intérieur.
Discussion des articles:
Art. 1^{er}: MM. Bienvenu Martin, Pams, ministre de l'intérieur.
Amendement (paragraphe additionnel) de M. Bepmale (soumis à la prise en considération): MM. Bepmale et Pams, ministre de l'intérieur. — Retrait.
Adoption de l'article 1^{er}.
Amendement (article additionnel) de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération): M. Dominique Delahaye. — Renvoi à la commission.
Art. 2. — Adoption.
Art. 3: M. Paul Doumer. — Adoption.
Art. 4. — Adoption.
Adoption de l'ensemble du projet de loi.
10. — Question: MM. Herriot et Albert Favre, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur.
1. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Ournac, Lintilhac, Bellestable, Doumergue et Rouby tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires. — Renvoi à la commission d'initiative. — N° 7.
12. — Règlement de l'ordre du jour.
Fixation de la prochaine séance au jeudi 23 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Reynald, l'un des secrétaires, donne

SÉNAT — IN EXTENSO

lecture du procès-verbal de la précédente séance.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DISCOURS DE M. ANTONIN DUBOST

M. le président. Mes chers collègues, je vous remercie de m'avoir, en toute indépendance, confirmé dans des fonctions dont l'honneur est si vivement recherché. C'est une grande ambition d'y prétendre, et ce serait une grande charge de les recevoir, si l'indulgence de votre très ancienne amitié, jointe à la haute sagesse de vos délibérations, ne m'en avaient toujours rendu l'exercice presque facile. (*Très bien! très bien!*)

C'est avec une intime satisfaction et une juste fierté que je repasse en mon esprit la longue période de travail sénatorial que, de cette place, j'ai eu le grand privilège de diriger. (*Très bien! très bien!*) Dans les limites de votre action, et pour la part qui vous incombait, vous aviez sagement aménagé les forces morales, économiques et militaires de la France, puisqu'elle a triomphé du plus formidable péril qu'elle ait connu, alors que son agresseur, qui préparait son crime depuis un demi-siècle, a été surpris par l'immensité de l'événement qu'il avait lui-même déchainé. (*Très bien!*)

Et, pendant la guerre, que de travaux directement utiles, que d'initiatives heureuses et bien souvent restées inconnues, que de sages conseils ont vu le jour ici, dans une atmosphère de calme et de sérénité! J'ai le devoir de le proclamer publiquement, en vous remerciant de m'avoir fait président à une aussi grande œuvre. (*Applaudissements.*)

Cette œuvre n'est pas terminée. Que dis-je? Elle grandit à la proportion des gigantesques conséquences de la guerre et de notre victoire! (*Mouvement d'attention.*) Il faut recréer la vie des malheureux pays envahis, leur consacrer tout ce qui est nécessaire pour les aider, et notamment, sans plus tarder, les immenses ressources matérielles dont dispose encore l'armée et devenues sans emploi pour elle. (*Bravos et vive approbation.*) Il faut fixer enfin les réparations, pensions et pécules auxquels ont droit toutes les victimes de la guerre. Il faut desserrer les liens qui enchaînent les initiatives individuelles (*Applaudissements*), rendre à la liberté les activités industrielles et commerciales (*Nouveaux applaudissements*) qui ont été absorbées par l'Etat, veiller à ce que, suivant une tendance qui leur est propre, les organismes et les personnels — nés de la guerre et pour la guerre — ne survivent pas abusivement à leurs fonctions. (*Assentiment général.*) Il faut rendre au pays le libre jeu de toutes ses institutions politiques; il faut, en même temps, lui préparer un cadre renouvelé d'action, en régénérant son administration, dont les méthodes surannées, le particularisme et l'irresponsabilité ont clairement apparu pendant toute la guerre. (*Nouveaux applaudissements.*)

Mais tout cela n'est encore rien devant l'énormité de la liquidation financière. (*Mouvement d'attention.*) Comment consolider la dette flottante? Comment retirer de la circulation fiduciaire ce qui excède les besoins normaux et maintient le prix excessif des choses? (*Très bien! très bien!*) Comment récupérer nos créances de tout ordre, sur des pays non pas seulement vaincus, mais décomposés? Comment demander à nos impôts déjà surmenés ce qui ne sera pas payé par nos débiteurs? (*Applaudissements.*)

Vous êtes à pied d'œuvre de ces formidables travaux. Que leur ampleur ne vous déconcerte pas, mais surexcite, au contraire, le patriotisme et le dévouement que vous avez déjà, si spontanément, mis au service de la défense nationale. (*Très*

bien! très bien!) Vos esprits s'élargiront encore à la mesure de pareilles questions, et, sans doute, serez-vous conduits à rechercher avec nos alliés si ces problèmes ne sont pas en réalité d'ordre mondial et ne doivent pas, par conséquent, recevoir des solutions mondiales. (*Approbation.*) C'est peut-être sous l'apparence sévère, mais sérieuse et solide, de quelque fiscalité internationale, que la société des nations dessinera ses premiers traits. (*Très bien! très bien! et marques d'adhésion.*)

Messieurs, bientôt le pays consulté vous enverra de nouvelles forces de travail pour réparer les brèches que la mort a faites dans nos rangs. Mais, quelles que soient les individualités qui nous arrivent, et qui que nous soyons, souvenons-nous toujours que, les uns ou les autres, nous ne sommes que les représentants presque anonymes et les instruments passagers de la seule existence qui dure et qui compte, je veux dire: « La France! » (*Applaudissements vifs et répétés.*)

Le Sénat adresse ses meilleurs remerciements à MM. les membres du bureau d'âge. Il lui est particulièrement agréable d'offrir en même temps l'hommage de son affectueux respect à notre vénéré président, M. Cordelet. (*Très bien! et applaudissements.*)

3. — EXCUSES

MM. Quesnel et Guilloteaux s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour et aux séances qui suivront.

4. — COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante:

« Paris, le 14 janvier 1919.

« Monsieur le président,

« La Chambre des députés a procédé, dans sa séance du 14 janvier 1919, à l'élection de son bureau définitif, qui se trouve composé de la manière suivante:

« M. Paul Deschanel, président;

« MM. Arthur Groussier, René Renoult, Monestier et J.-B. Abel, vice-présidents;

« MM. Pierre Robert, Hubert-Rouger, Queuille, Pierre Deyris, Camille Picard, Bouilloux-Lafont, Mignot-Bozérian et Aristide Prat, secrétaires;

« MM. Saumande, Lenoir et Jean Durand, questeurs.

« En conséquence, la Chambre des députés est définitivement constituée, j'ai l'honneur de vous en informer, conformément à l'article 10 du règlement.

« Agréé, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

Acte est donné de cette communication, qui sera insérée au procès-verbal de ce jour et déposée aux archives.

5. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante:

« Paris, le 7 janvier 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa 2^e séance du 23 décembre 1918, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée.

« Conformément aux dispositions de l'ar-

ticle 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréés, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission relative aux baux à loyer pendant la guerre, nommée le 23 mai 1916. (*Adhésion.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

6. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Noël une proposition de loi relative au fonctionnement de l'état civil aux armées et dans les communes libérées de l'occupation ennemie.

La proposition de loi, s'il n'y a pas d'opposition, sera renvoyée à la commission nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion, et, pour avis, à la commission de l'armée. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

7. — SUSPENSION DE LA SÉANCE

M. le président. La commission de l'organisation départementale et communale demande que la séance soit suspendue, pour lui permettre de déposer le rapport sur le projet de loi concernant la révision des listes électorales :

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quinze heures vingt-cinq minutes, est reprise à seize heures un quart.)

M. le président. La séance est reprise.

8. — AFFICHAGE D'UN DISCOURS

M. Eugène Lintilhac. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Eugène Lintilhac.

M. Eugène Lintilhac. Au nom de M. Cazeneuve et au mien, j'ai l'honneur de vous proposer l'affichage du discours si utile que vient de prononcer notre président et que vous avez applaudi à l'unanimité. (*Très bien! très bien! et marques nombreuses d'assentiment.*)

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à la demande de MM. Lintilhac et Cazeneuve? (*Adhésion générale.*)

Je consulte le Sénat.

L'affichage est ordonné.

9. — DÉPÔT D'UN RAPPORT. — DISCUSSION IMMÉDIATE DU PROJET DE LOI SUR LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

M. le président. La parole est à M. Martinet, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer la discussion immédiate.

M. Martinet, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 pour la révision des listes électorales.

M. le président. S'il n'y a pas d'oppo-

sition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le Gouvernement vous a saisis d'un projet de loi modifiant les délais inscrits dans le décret du 2 février 1852 en ce qui concerne la révision des listes électorales.

Votre commission, dans l'étude rapide qu'elle a faite du texte voté par la Chambre des députés, a décidé de vous en proposer l'adoption, vu l'urgence, en réservant pour une étude ultérieure les problèmes nombreux qui se rattachent à cette question. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Je rappelle au Sénat que l'urgence a été déclarée dans la séance d'hier.

Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Martinet, Steeg, Jules Mercier, Butterlin, Galup, Raymond Leygue, de Selves, Cazeneuve, Monis, Leblond, Ranson, Cordelet, Poirson, Régismanset, Reymoneng, Gavini, Vilar, Reynald, Bienvenu Martin et de Saint-Quentin.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. La parole, dans la discussion générale, est à M. Bepmale.

M. Bepmale. Messieurs, je voudrais tout d'abord m'expliquer sur l'état d'esprit dans lequel j'aborde ce gros débat.

Je ne voudrais pas que vous puissiez croire un seul instant qu'il est dans ma pensée de retarder la confection des listes électorales, pas plus que je ne voudrais que M. le ministre de l'intérieur crût qu'un sentiment d'hostilité à son égard se dissimule derrière les arguments que je vais apporter à cette tribune.

Mais, comme j'estime qu'en nous engageant dans la voie où l'on veut nous mener, nous ferions fausse route, il est de mon devoir de vous dire toute ma pensée.

Quelle était celle du Gouvernement lorsque, dans le courant de décembre, il envoya une circulaire aux préfets ?

Sous quel régime électoral vivait-on à ce moment ? Quelle était la loi qui régissait alors la révision des listes électorales, s'il y en avait une ? Comment fallait-il procéder pour modifier l'état de choses existant ? Telle est la question préliminaire que je vais aborder le plus brièvement possible.

En 1915, lorsque l'année 1914, de triste mémoire, a été écoulée, on n'a pas dressé les listes électorales, sans qu'il ait été même besoin à ce moment de s'en préoccuper. Cependant, lorsque, les hostilités se prolongeant, on a compris la nécessité de légaliser un état de choses qui était absolument irrégulier, le Parlement, dans le courant de 1915, a voté une loi aux termes de laquelle il était stipulé qu'il ne serait pas procédé à une révision des listes électorales pendant l'année 1916 jusqu'à la cessation des hostilités. Alors, dans les communes, personne ne s'est occupé de reviser les listes électorales en 1916, pas plus qu'on ne s'en était préoccupé, en raison des circonstances, durant l'année 1915. Ce répit annuel prit fin et, en 1916, on revint à la charge pour l'année 1917, en reproduisant textuellement le texte primitivement voté et en ne changeant simplement que la date. Ce qui avait été voté en 1916 s'appliqua en 1917, et, lorsque 1917 arriva, on renouvela la même mesure pour 1918, en ne changeant que la date dans le texte déjà précédemment voté deux fois par la Chambre et par le Sénat.

Alors se pose tout naturellement la question suivante : au mois de décembre, au moment où M. le ministre de l'intérieur a envoyé aux préfets sa circulaire, sous quel

régime vivait-on ? Cette question nous a divisés et nous divise encore ; elle est d'ailleurs purement théorique et ne peut avoir sur le fond même du débat aucune conséquence, mais il est bon tout de même de l'éclaircir.

Nous disions que, lorsque le Parlement avait décidé qu'il ne serait pas procédé à la révision des listes électorales jusqu'à la cessation des hostilités, cela voulait dire — et c'était, tout à la fois, selon moi, dans la pensée et dans le texte — qu'il fallait attendre le texte législatif qui fixerait la date de la cessation des hostilités avant de procéder à cette révision.

Au ministère de l'intérieur on l'a interprété autrement. On a dit que ce texte n'était valable que pour 1918, qu'à partir de 1919, l'ancien texte, le décret de 1852 reprenait force de loi, et que nous allions, dès maintenant, préparer pour 1919 la révision des listes électorales sur la base de ce décret.

Est-ce qu'à cette date il était difficile de consulter le Parlement ? Est-ce qu'on n'avait pas à ce moment-là les délais suffisants pour demander son opinion au Parlement ? Était-il nécessaire de le prendre comme on le prend aujourd'hui, comme on a pris la Chambre — nous verrons tout à l'heure dans quelles conditions — le 31 décembre, en lui disant qu'il y a urgence, qu'il faut voter tout de suite, sans avoir le temps de la réflexion ? Non !

M. Gaudin de Villaine. C'est une vieille habitude.

M. Bepmale. C'est une vieille habitude, qui tend à devenir une tradition, à certaines heures.

Non, messieurs, il eût été beaucoup plus simple, au lieu d'adresser une circulaire aux préfets, de demander un texte au Parlement.

On a interpellé, on a dit à M. le ministre de l'intérieur : « Votre circulaire est illégale, vous n'avez pas le droit d'agir de la sorte. » Et l'on a déduit, très longuement, avec beaucoup de précision, la ligne de conduite qui aurait dû être suivie. M. le ministre, dont la bonne foi n'est pas en cause dans l'espèce, a reconnu qu'il eût été préférable de procéder autrement. Il a déclaré que l'on allait aboutir à un accord, grâce à un projet de loi qu'il déposerait.

Il a, en effet, déposé ce projet de loi, qui a été examiné par deux commissions compétentes de la Chambre. Ces commissions se sont mises d'accord avec le Gouvernement et elles ont rédigé un texte qui a été voté à l'unanimité par la Chambre. C'est celui sur lequel M. le ministre de l'intérieur et moi-même nous vous demandons de vous prononcer.

Mais, entre temps, entre le moment qui s'est écoulé depuis le vote de la Chambre et l'heure où nous sommes, l'année 1919 a commencé, et, comme la loi votée par la Chambre n'était pas devenue exécutoire, on s'est demandé, au ministère de l'intérieur, ce qu'il fallait faire. Il faut croire que la réponse à cette question n'est pas apparue, dès la première heure, avec une éblouissante clarté.

Le décret de 1852 précise, en effet, que la révision des listes électorales doit commencer le 1^{er} janvier. On doit à ce moment préparer les tableaux d'additions et de retranchements ; ces tableaux doivent être dressés du 1^{er} au 10, la commission chargée de les examiner et de statuer à leur sujet se réunit du 10 au 15, et c'est le 15 que l'affichage de ces tableaux rectificatifs doit être fait pour que les électeurs puissent faire connaître leur sentiment.

Or, savez-vous quel jour M. le ministre de l'intérieur s'est aperçu qu'il fallait tout de suite procéder à cette révision ? C'est le 31 décembre qu'a été votée la loi. Il ne faut

draît pas croire que, dans toutes les communes, cela a passé inaperçu parce que dans les discussions reproduites au *Journal officiel* il n'y a eu que quelques lignes consacrées à ce sujet. Il ne faudrait pas croire que cette question de la révision des listes électorales ne passionne pas le pays. Dans les plus petites communes de France, tout le monde l'a suivie. Les grands journaux d'information de province, qui tiennent avec soin les électeurs au courant de tous les événements qui les intéressent, ont fait sur cette question d'abondants commentaires. Au moment où est intervenu le vote de la Chambre, dans toutes les communes sans exception, on s'est dit : « Nous allons attendre le vote de la loi, et les délais seront prorogés de quelques jours » On s'est endormi dans cette confiance en attendant les délais.

Or, le 8, alors que sur les dix jours de délai primitif, huit jours s'étaient déjà écoulés, tout d'un coup M. le ministre de l'intérieur s'est réveillé, et il a envoyé un télégramme à ses préfets, en leur demandant de hâter la révision des listes électorales, conformément aux lois et aux circulaires.

J'ai l'honneur d'être maire d'un chef-lieu d'arrondissement, que j'administre depuis de longues années. J'avoue que j'avais cru comme tout le monde, sur la foi des traités, sur la foi de la discussion qui s'était déroulée à la Chambre, que nous pouvions compter sur la prorogation des délais. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque j'ai reçu ce télégramme !

J'avais cru d'abord à une fantaisie de la préfecture, et j'ai immédiatement télégraphié au préfet pour lui demander de vouloir bien me dire d'une manière précise quelles étaient les lois auxquelles il était fait allusion. Voici en quels termes était rédigé mon télégramme :

« En réponse à votre télégramme de ce jour, relatif à la révision des listes électorales, serais reconnaissant d'indiquer quelle loi et quelles circulaires ministérielles sont applicables en l'espèce. »

Et le préfet me répondre ceci :

« Voir recueil des actes administratifs n° 3305, qui contient instructions et tableaux époques et délais des diverses opérations relatives à la révision des listes électorales. »

M. Larère. Très bien ! Voilà une jolie réponse !

M. Bepmale. Ce recueil des actes administratifs porte la date du 7 décembre et il contient quoi ? la circulaire qu'antérieurement au dépôt du projet de loi M. le ministre avait envoyée aux préfets, circulaire que tout le monde, sans exception, avait le droit de considérer comme retirée. Et, comme la révision des listes électorales, ou plutôt — pour me servir d'une expression plus exacte — la réfection des listes électorales, à l'heure où nous sommes, est une besogne très laborieuse, il y a deux jours, en venant à Paris, je suis allé voir le préfet avec un de mes amis, qui est député d'un arrondissement de la Haute-Garonne et maire, lui aussi, d'un chef-lieu d'arrondissement. Nous sommes, dis-je, allés voir le préfet et la conversation a été, dès l'abord, quoique courtoise, un peu animée. « Est-il exact, monsieur le maire, demanda M. le préfet, que vous ne vouliez pas faire la révision des listes électorales ? » Je lui dis : « Monsieur le préfet, entendons-nous ; si vous voulez dire que je ne veux pas la faire dans les délais impartis par votre circulaire, c'est vrai, je m'y refuse absolument, parce que je me refuse à collaborer à ce que je considère comme une illégalité. »

Nous avons continué ainsi pendant un quart d'heure. Puis, au moment où nous allions nous séparer, le préfet m'a menacé des foudres de M. le ministre de l'intérieur.

Je lui ai répondu : « Au lieu de me menacer, vous feriez mieux de dire à M. le ministre de l'intérieur que, s'il veut effectuer la révision des listes électorales sans les concours agissant des municipalités, tous les procédés qu'il emploiera auront pour résultat non pas d'accélérer, mais de retarder l'opération qu'il paraît avoir tant à cœur. »

Messieurs, ce n'est pas pour le plaisir malin de venir raconter cet entretien quelque peu héroï-comique que je suis monté à cette tribune, mais pour poser nettement la question. J'accepte, dans ses grandes lignes, le texte voté par la Chambre parce qu'il proroge tous les délais. Si j'avais un grief à élever, ce serait qu'il ne les prolonge pas assez. On ne se rend pas compte — j'y insiste — des difficultés auxquelles se heurtent la plupart des municipalités. Je ne parle pas, bien entendu, des toutes petites communes ; il est évident que dans celles où la révision de la liste électorale peut se faire en un quart d'heure ou vingt minutes, aucune difficulté ne surgira. Mais dès que le nombre des électeurs atteint deux cents ou deux cent cinquante, la question devient singulièrement compliquée.

Messieurs, ouvrez les listes électorales. Vous y verrez que les seuls électeurs qui restent ce sont ceux qui ont dépassé cinquante ans. Ainsi, les huit dixièmes des Français qui constituent le corps électoral ne sont pas là pour défendre leurs intérêts, pour surveiller leur inscription, pour recevoir, au cas de radiation, les avis prévus par les textes et être mis au courant de ce qui se prépare contre eux, du sort qui peut leur être réservé. (Marques d'approbation.)

Le décret de 1852, modifié par la loi du 7 juillet 1874 a précisé comment devaient être composées les commissions. Un délégué de l'administration est adjoint au maire et à deux adjoints ou conseillers municipaux pour juger des réclamations. Or, il y a nombre de communes dans lesquelles on ne trouve pas ces deux conseillers municipaux, où il n'y a plus ni maire, ni adjoint. Qui va, dans ces communes, présider à la révision de la liste ?

La liste électorale, c'est pourtant le répertoire de toutes les forces vives de ce pays ; jusqu'à cette heure, il était tenu à jour, révisé tous les ans ; on y opérait, au fur et à mesure qu'elles devenaient nécessaires, les mutations convenables. Cela a été arrêté brusquement pendant cinq ans, et dans quelles conditions ? Je fais appel à ceux de mes collègues qui administrent leur commune. Combien ont-ils reçu d'avis des parquets les informant des condamnations prononcées par les conseils de guerre ? Aucun. Or, c'est pourtant une question capitale.

Je sais bien qu'on me répondra : « Vous pouvez, aussitôt que vous en serez informés, quelle que soit l'heure, radier des électeurs à raison de condamnations qu'ils auront encourues ». C'est entendu. Mais ne vaudrait-il pas mieux, dans l'intérêt de la tranquillité publique, englober ces radiations, qui sont parfois relatives à des condamnations encourues depuis quatre ou cinq ans, dans une révision générale des listes électorales, plutôt que de les afficher, à la dernière heure, sur les murs de la salle de vote, livrant ainsi à l'indignation publique les malheureuses victimes de ces condamnations ?

Rien n'a été préparé dans cet ordre d'idées.

Ni les parquets civils, ni les parquets militaires ne savent rien de ce qui s'est passé dans les communes. Donc, monsieur le ministre, quand vous prétendez que nous pouvons réclamer des renseignements à l'autorité militaire, j'en appelle à ceux de mes collègues qui sont maires et je leur demande la nature des communications qu'ils re-

çoivent de l'autorité militaire. Sont-ce des renseignements fournis sur les habitants ? Non, bien au contraire, ce sont des demandes de renseignements. L'autorité militaire vient tous les jours se renseigner auprès de l'autorité civile sur ce que sont devenus tel et tel.

Et c'est dans ces conditions que, brusquement, sans réfléchir, on veut nous faire procéder à la révision des listes électorales ! Et pour appliquer quelle loi ?

Il suffit, messieurs, pour apprécier, de rapprocher les dates : 1852, c'est le décret rendu au moment de l'élection de la première Assemblée de l'empire. Croyez-vous, monsieur le ministre, que la préoccupation de l'auteur de ce décret était d'avoir une liste électorale sincère et complète ? Ne croyez-vous pas, au contraire, qu'elle doit être la préoccupation unique à l'heure actuelle ?

M. Gaudin de Villaine. Il y avait autant d'honnêteté à ce moment qu'aujourd'hui.

M. Bepmale. Et quand des questions délicates surgissent, on en remet l'examen à plus tard.

Pourquoi ne pas les résoudre tout de suite ? Quelle hâte avez-vous de faire voter cette loi ?

Les délais sont déjà périmés, puisque nous sommes le 15 au soir. Si l'on veut appliquer l'ancien texte, il est trop tard ; si on ne l'applique pas, la question restera entière et puisque nous légiférons à nouveau, peu importe que la révision des listes électorales commence tel jour plutôt que tel autre ; ce qui nous intéresse, c'est que cette révision dure un temps suffisant pour que tous les intéressés aient la possibilité de se pourvoir. Dans ces conditions, la période de révision peut aussi bien commencer le 1^{er} février ou le 1^{er} mars que le 1^{er} janvier.

En quoi cette date de janvier est-elle fatidique. Qui nous empêche de la changer ? Au lieu de faire une loi fragmentaire, qui ne visera que certains côtés de la question, — ceux qu'il aura plu au Gouvernement d'envisager — ne serait-il pas plus sage, plus raisonnable, je dirai même plus de nature à apaiser les esprits, de faire maintenant tout ce qui doit être fait ?

Il se pose des questions, monsieur le ministre, auxquelles vos services ne paraissent pas avoir songé.

J'ai dit quelques mots à la séance d'hier au sujet des disparus : vous me permettrez d'y revenir.

Les « disparus », c'est là une formule très large. Qui est compris dans cette rubrique ? Des éléments fort divers. Il y a d'abord les prisonniers, que l'on sait sciemment être prisonniers, qui l'ont manifesté. Il y a ceux dont on ne sait s'ils sont morts ou prisonniers, mais pour lesquels on a la quasi-certitude qu'ils sont morts.

M. Gaudin de Villaine. Ils sont nombreux !

M. Bepmale. Il y en a d'autres : il y a toute une catégorie de gens, contre lesquels nous avons fait une loi sévère...

Un sénateur à droite. On ne l'applique pas !

M. Bepmale. ... qui n'est pas encore venue devant la Chambre, et que je serais pourtant bien aise de voir le Gouvernement porter et soutenir devant l'autre Assemblée : je veux parler des déserteurs.

Je sais bien qu'on ne peut pas donner de chiffres précis. Le Gouvernement n'en donne pas, d'abord parce qu'il ne les a pas. Il est en effet très difficile de savoir à quel moment un individu est réellement déserteur. Mais il y a un endroit où l'on sait qu'il est réellement déserteur. C'est dans la com-

mune, surtout quand la commune est petite. Tout le monde sait qu'il y a un déserteur ; on sait quand il est parti, on sait même où il est.

M. Gaudin de Villaine. Vous exagérez :

M. Bepmale. Je n'exagère pas. J'ai reçu, en qualité de maire, une décision de la commission supérieure des allocations ; il est intéressant de vous la faire connaître. Une brave femme demandait l'allocation militaire parce qu'elle avait deux fils mobilisés. La commission supérieure, comme les autres commissions, la lui refusa avec ce considérant sur lequel j'appelle votre attention :

« Attendu que cette femme a un fils déserteur en situation de lui venir en aide... »
(Mouvements divers.)

Cela est écrit tout au long.

Vous voyez donc que ce cas de désertion n'est un secret pour personne puisque la commission supérieure, commission officielle, éprouve le besoin d'introduire dans son jugement ce considérant que le fils déserteur peut venir en aide à sa mère.

Quelle va être l'attitude du maire à l'égard de ces individus ? Admettons, monsieur le ministre, pour un instant, que nous votions aujourd'hui même le texte que vous avez hâte de posséder et que, dès demain, on continue dans les communes la revision commencée. Quelle va être la situation du maire dans sa commune quand il va arriver au nom de cet individu qu'il sait être un déserteur ? Va-t-il le laisser sur la liste électorale ou le radier ? Je vous pose la question.

M. Larère. S'il n'est pas condamné, il doit être maintenu sur la liste.

M. Bepmale. Evidemment, il faut le laisser sur la liste. On ne peut pas le radier puisqu'il n'est pas déserteur légal.

M. Pams, ministre de l'intérieur. Il ne peut même être considéré comme disparu, puisque vous connaissez sa condition.

M. Bepmale. Un maire peut-il donc faire état de renseignements personnels lorsqu'il procède à la revision de la liste électorale ? Ce serait bien dangereux, monsieur le ministre !

Admettre que les maires ont le droit, lorsqu'ils établissent les listes électorales, de tenir compte des renseignements personnels qu'ils possèdent, ce serait ouvrir la porte à toutes les rancunes, à toutes les vexations à l'égard de ceux qui ne sont pas de leurs amis.

Un tel homme doit donc être inscrit ; on n'a pas le droit de le radier. S'il l'est, quel qu'un a le droit de le faire réinscrire.

M. Gaudin de Villaine. Et la conséquence ?

M. Bepmale. Je vais vous la faire toucher du doigt.

Ce déserteur ne se présentera pas en personne ; mais, au moment d'une élection, il fera retirer sa carte par un ami qui la lui enverra. Ce sera pour lui une pièce d'identité qu'il pourra présenter en cas de besoin.

Croyez-vous que cette inscription obligatoire de celui que l'on sait être un déserteur produira un bon effet dans la commune ?

M. le ministre. Mais s'il n'y a pas eu condamnation ?

M. Bepmale. Voilà justement où il y a quelque chose de monstrueux.

Pour remédier à cela, il y a une solution bien simple, qui ne demande qu'un peu de bonne volonté.

M. le ministre. L'homme dont vous parlez n'est ni disparu, ni condamné.

M. Bepmale. L'homme dont je parle figu-

ra sur l'état des disparus communiqué par l'autorité militaire. C'est sur cette pièce que vous édifierez votre liste de disparus, car c'est l'autorité militaire seule qui a qualité pour dire si un homme est disparu ou non.

M. Charles Rjou. A-t-il été condamné ou non ?

M. Bepmale. S'il avait été condamné, il ne serait pas porté disparu.

M. Gaudin de Villaine. Alors pourquoi a-t-on refusé à sa famille l'allocation comme déserteur ?

M. Bepmale. Il n'a pas été condamné...

M. Gaudin de Villaine. S'il n'a pas été condamné, il ne peut être considéré comme déserteur et on ne doit pas refuser l'allocation. La décision de la commission supérieure est critiquable.

M. Bepmale. Vous avez bien compris dans quel état d'esprit j'ai signalé ce fait...

M. Gaudin de Villaine. Nous sommes d'accord !

M. Bepmale. Je l'ai signalé pour vous montrer qu'il y avait des situations de fait, connues de tout le monde, qui pouvaient devenir dangereuses pour la tranquillité publique, et qu'il fallait y parer.

Que faire de ces diverses catégories ? Il suffirait de dresser une deuxième partie de la liste électorale, dans laquelle on ferait figurer ces disparus ; ils seraient ainsi virtuellement maintenus sur les listes électorales. An fur et à mesure de leur retour, soit qu'on les ait crus morts et qu'ils ne le soient pas, soit qu'ils aient été prisonniers dans des pays lointains et qu'ils rentrent, soit que, déserteurs, ils aient comparu devant les conseils de guerre, sitôt leur situation militaire éclaircie, une simple décision du juge de paix les ferait passer de la liste d'attente à la liste définitive. Cela serait, si je ne me trompe, la solution la plus simple, la plus logique, et qui ne soulèverait aucune objection.

Il est une autre question qui, je crois, n'a jamais été portée à la tribune, mais qu'il faut bien discuter au lendemain de cette guerre : c'est celle des insoumis.

Légalement, et par définition, les insoumis sont les conscrits qui, au moment de l'appel de leur classe ne se sont pas présentés pour assister en qualité de patients pour ainsi dire, aux opérations du conseil de revision ; en d'autres termes, ce sont ceux qui n'ont pas répondu à l'appel de l'autorité militaire. Tous les ans, au moment du conseil de revision, on procède dans chaque chef-lieu de canton à l'appel des insoumis, on interroge les maires de leurs communes d'origine, à qui on demande s'ils ont eu des nouvelles d'un tel, s'ils savent ce qu'il est devenu : le plus souvent, ces absents sont complètement inconnus dans la commune, leur nom même y est ignoré et n'éveille chez les plus anciens aucun souvenir. Ce sont des nomades nés dans une roulotte, par hasard, dans la localité ; on les a déclarés à l'état civil à la mairie de la commune et puis la troupe a repris aussitôt après sa marche à travers le monde, sans que jamais personne ne se soit préoccupé de ce que sont ces hommes, de l'endroit d'où ils viennent et de celui où ils vont.

M. Eugène Lintilhac. Ou bien ces insoumis sont des Français émigrés.

M. Sabaterie. Ce cas se présentait déjà en temps de paix.

M. Bepmale. En temps de paix, la situation de ces nomades n'offrait aucun inconvénient.

A côté d'eux, il y a les émigrés que signalait notre collègue M. Lintilhac. Dans quelques départements de France, l'émigration en Amérique, notamment dans les républiques de l'Amérique du Sud a pris de très grandes proportions. Je pourrais citer telle contrée où il y a 25,000 résidents appartenant à un département frontière. Parmi tous ces gens qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi militaire, quelques-uns font fortune, ce sont ceux qui appellent plus particulièrement l'attention ; des autres, plus personne ne parle, ils tombent malheureusement dans l'oubli. On ne se souvient que de ceux qui ont fait fortune.

Ces émigrés ont des enfants qui restent Français et qui figurent donc sur les listes du recrutement. Quelquefois, ces jeunes gens viennent au moment de l'appel de leur classe ; le plus souvent, ils ne viennent pas. Quelle sera la situation de ceux qui n'ont pas répondu à l'ordre de mobilisation ? Allez-vous les laisser sur les listes électorales ? Ils n'ont pas satisfait à la loi. Les conseils de guerre ne peuvent pas les condamner par contumace. Ils ne peuvent les condamner que lorsqu'ils reviennent, s'ils reviennent ; mais leur nom restera sur les listes électorales.

Alors, déserteurs d'un côté, insoumis de l'autre, voilà un poids mort — qui n'avait aucun inconvénient en temps normal — mais qui va alourdir les listes électorales et qui risque, puisque nous ne savons pas encore sous quel régime se feront les élections futures, d'entraîner des ballottages qu'il vaudrait mieux éviter.

Voilà des considérations que je fais valoir et qui ont leur importance. Ce sont des questions qu'il faut trancher. Si nous ne les tranchons pas cette année, quand les trancherons-nous ? Et si nous devons les trancher dans huit jours, dans quinze jours, pourquoi ne pas le faire tout de suite. (Très bien !) Pourquoi, tout en acceptant le texte voté par la Chambre, que je ne critique pas, que j'accepte dans son ensemble, pourquoi ne pas le compléter ? Quelles que soient les solutions que vous donnerez aux difficultés que je viens de signaler, il me semble que ces questions sont assez importantes pour mériter d'être résolues. (Très bien ! très bien !)

M. Paul Doumer. Il y en a d'autres encore.

M. Bepmale. Il y en a, en effet, qui se posent dans certaines régions de France — c'est par là que je veux finir et ce n'est pas la moindre difficulté — une autre question va se poser.

Il faut avoir vingt et un ans accomplis pour être électeur et jusqu'à cette heure il fallait avoir au moins vingt ans accomplis pour avoir le droit de défendre son pays. Nous avons changé tout cela. La nation a appelé les jeunes gens à dix-neuf ans et à dix-huit ans ; on a accepté les engagements volontaires à dix-sept ans et à seize ans, avec le consentement des parents. Ces jeunes gens sont allés au front : ils se sont battus ; quelques-uns y sont restés, d'autres ont échappé à la mort. Ils vont compléter leurs années de service militaire, et lorsque sonnera l'heure où les citoyens seront appelés à prendre leur part dans la direction des affaires publiques, leurs camarades auront le droit de donner leur avis, mais eux n'auront aucun droit, ils n'auront pas voix au chapitre.

Pourquoi le Gouvernement ne saisit-il pas cette occasion de donner le droit électoral à toute cette jeunesse qui, alors qu'aucune loi ne le lui imposait, a apporté à la défense de la patrie le dévouement que vous savez ? Une voix peut-elle s'élever contre ce que je demande ? N'est-il pas juste de dire à ceux qu'on a jugés capables de

défendre leur pays qu'ils sont capables de prendre part à son administration et de faire, dans le domaine législatif, la bonne besogne qu'ils ont accomplie dans le domaine de la guerre? (*Très bien! très bien!*) C'est dans ce but que j'ai préparé un texte additionnel, que je vais déposer tout à l'heure, dans lequel je pose cette question, qui me paraît devoir être tranchée. Ce texte est très court, et je me permets de vous en donner lecture.

« Exceptionnellement, seront inscrits, quoique n'ayant pas atteint les conditions d'âge requises au jour de la clôture des listes, les jeunes gens appartenant aux classes postérieures à 1917 qui, soit à la suite d'appels réguliers, soit à la suite d'engagements volontaires à durée limitée ou pour la durée de la guerre, auront été incorporés effectivement dans les unités combattantes.

« Cette inscription sera faite jusqu'au jour de la clôture des listes et ultérieurement, sur décision du juge de paix compétent, sur le vu du certificat qui sera délivré à cet effet aux intéressés par leur chef de corps. »

Messieurs, je dépose sur le bureau du Sénat ce paragraphe additionnel sur lequel je vous demanderai de vouloir bien vous prononcer. Il me semble qu'une question aussi grave est de nature à provoquer la sympathie du Sénat pour le dévouement et le patriotisme de cette vaillante jeunesse, et j'espère que le Sénat voudra bien la trancher dans le sens que je propose. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Hervey. Il conviendrait d'abord, mon cher collègue de définir ce qu'est une unité combattante.

M. le président. La parole est à M. Larere.

M. Larere. Messieurs, je tiens à ajouter une très courte observation à l'exposé si intéressant que vient de nous présenter notre éloquent collègue M. Bepmale.

Je comprends parfaitement que le Gouvernement ait le souci de rendre le plus tôt possible à notre pays sa vie économique normale et même sa vie politique. Cependant, il ne faudrait pas que cette hâte l'entraîne jusqu'à léser certains droits d'autant plus sacrés que ce sont les droits de nos combattants. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

Nous avons encore à l'heure actuelle, en France, une quantité considérable de mobilisés, et nul de nous ne peut prévoir quand prendra fin cet état de choses. J'entends bien que le projet déposé par le Gouvernement comporte les précautions nécessaires pour que les mobilisés soient inscrits sur les listes électorales et qu'il leur accorde même des facilités exceptionnelles pour leur permettre de réclamer à leur retour s'ils ont été omis sur la liste; mais l'inscription sur la liste électorale n'est pas le seul droit des citoyens français. Chaque citoyen a le droit de surveiller la confection de ces listes, il a le droit de réclamer non seulement son inscription à lui mais l'inscription de quelqu'un qui est auprès de lui et qui est indûment omis; il a également le droit de demander la radiation d'un citoyen qu'il considère comme indûment porté sur la liste électorale.

Tous ces droits que possède un Français de l'arrière qui va pouvoir les exercer pendant une période prolongée, vous les refusez à nos mobilisés. J'estime que nos combattants ont assez fait pour que nous ayons le souci de protéger tous leurs droits, les plus petits comme les plus grands. (*Nouvelle approbation.*)

M. Gaudin de Villaine. C'est la vraie objection.

M. Larere. D'autre part, il y a un grand nombre de maires et d'adjoints qui sont mobilisés. Dans beaucoup de communes, le maire et l'adjoint sont mobilisés tous deux.

M. Jénouvrier. On devrait les démobiliser.

M. Larere. Or, ces hommes ont un rôle à remplir dans la confection des listes électorales. Dans certaines communes que je connais, où le maire et l'adjoint sont mobilisés, le service de la mairie est assuré par le délégué de l'administration. Le maire aurait un intérêt évident à surveiller la confection de la liste électorale. Il aurait aussi intérêt souvent à ce qu'elle ne soit pas faite par celui qui sera peut-être demain son concurrent; est-ce en permettant à son concurrent de demain de préparer la liste électorale sur laquelle aura lieu l'élection que vous allez récompenser ce magistrat qui, depuis plus de quatre ans et demi, a supporté la dure campagne que vous savez et qui est resté plus de cinq ans mobilisé?

M. Gaudin de Villaine. On devrait démobiliser tous les maires.

M. Larere. Il me semble qu'il y a d'autres choses qui réclament plus de hâte. J'ai parlé de la vie économique; hâtez-vous tant que vous le pourrez de reconstituer la vie économique dans notre pays; vous ne vous hâtez jamais trop. Mais les listes électorales peuvent attendre. Vraiment, je trouve prématuré de procéder à la révision des listes électorales, alors que tout le monde est encore mobilisé, au risque certain de léser les droits de nos poilus; et je me joins à M. Bepmale pour demander qu'on statue à tête reposée sur le projet du Gouvernement. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. le président. La parole est à M. Doumer.

M. Paul Doumer. Je voudrais, à mon tour, appeler l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le caractère du projet de loi et sur les lacunes qu'il présente.

M. Bepmale en a signalé quelques-unes: il y en a d'autres qui sont d'ailleurs le résultat de la façon dont le projet de loi a été préparé.

L'administration avait cru, un moment, qu'elle pouvait régler cette question des délais par voie de circulaires. Elle s'est aperçue très vite que la loi était formelle et qu'il fallait un texte législatif nouveau, la loi du 31 décembre 1917 ayant suspendu pour l'année 1918 seulement l'exécution régulière des lois antérieures.

Ce projet de loi improvisé est arrivé alors très incomplet à la Chambre des députés et c'est en séance même qu'un grand nombre de ses dispositions ont été introduites dans le texte primitif.

Nous sortons de la guerre: la loi que nous élaborons, malgré les corrections qui y ont été déjà apportées, ne semble pas tenir compte de la situation présente de notre pays. M. Bepmale indiquait qu'il y aurait des difficultés pour certaines communes où les maires étaient absents, pour d'autres où il n'y avait même plus de conseillers municipaux. Mais il existe des régions de France où maires et conseils municipaux ont disparu, où il n'y a même plus ni habitant ni maison. Vous n'ignorez pas que, sur une vaste bande de notre territoire, qui va de la mer du Nord à la Suisse, qui a parfois une largeur de 80 kilomètres, c'est un véritable désert, où l'on ne trouve plus rien, ni personne, et où il n'est même pas facile de circuler.

Dans une dizaine de départements, les injonctions que la loi adresse aux maires sont totalement inexécutables, car ceux-ci

se trouvent, avec leurs administrés, dispersés dans tous les coins de la France.

En tout cas, est-il raisonnable de faire une loi sur la formation des listes électorales sans tenir compte des communes maintenant détruites et inhabitées?

C'est un point qui doit nous retenir. Et si, comme on le disait tout à l'heure, nous ne sommes pas à quelques heures près, nous pouvons essayer de remédier à la situation administrative dans les pays dévastés et à ses conséquences électorales. (*Très bien! très bien!*)

Quelques jours d'attente ne créeront pas l'illégalité; elle existe déjà, puisque, le 10 janvier, les listes qui auraient dû être dressées ne le sont pas et ne pourront pas être publiées le 15.

M. le ministre. Elles ont été dressées.

M. Bepmale. Vos préfets vous l'ont dit, mais ce n'est pas exact,

M. Paul Doumer. Non, dans beaucoup de communes, elles ne le sont pas, j'en suis certain. Je vous assure que dans les régions que nous avons parcourues avec un certain nombre de mes collègues, où il n'y a ni habitants ni municipalité, on n'a pu dresser aucune espèce de liste.

Ce que j'en dis, monsieur le ministre, est pour vous inviter à faire une loi suffisamment complète et voir dans quelles conditions pourra reprendre la vie municipale et politique dans toutes ces régions. Du moment où nous élaborons une loi exceptionnelle, il me paraît impossible de ne pas tenir compte d'un dixième de la France où elle est inexécutable. C'est pour que vous répondiez, pour que vous indiquiez quel système vous avez envisagé, que j'ai tenu à vous poser cette question avant que vous montiez à la tribune. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Gaudin de Villaine. Il faudrait commencer par démobiliser les maires.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Pams, ministre de l'intérieur. Messieurs, l'administration du ministère de l'intérieur n'a pas cru un seul instant, ainsi qu'a paru l'indiquer l'honorable M. Doumer, qu'elle pouvait, par voie de circulaires, prolonger les délais qui ont été fixés par le décret-loi de 1852. Ce décret est un texte à la fois sévère et énergique, mais qui a été appliqué pendant toute la période de la troisième république, et qui, évidemment, tant que vous n'aurez pas voté la loi que nous vous demandons, reste le statut du pays républicain en matière de listes électorales.

La question n'était pas très simple, lorsqu'elle s'est présentée à nous au lendemain de l'armistice, le 11 novembre, il y a deux mois à peine. Jusque-là, quel avait été le régime pendant la guerre? Le 24 décembre 1914, le Gouvernement a dû faire face à la nécessité de proroger les pouvoirs des sénateurs sortants, et, dans les dispositions qu'il a fait voter au Parlement, il s'est inquiété, non seulement de régler cette situation, mais de faire retarder comme il convenait la révision des listes électorales. A ce moment, on était immédiatement après la bataille de la Marne, on vivait sur l'illusion de toutes les grandes espérances, on était convaincu que, dans le courant de l'année 1915, la question pouvait être réglée, et, très naturellement, le Gouvernement et le législateur d'alors ont adopté une formule ainsi conçue: « Les opérations de révision des listes électorales, pour l'année 1915, sont ajournées jusqu'à la cessation des hostilités », ce qui signifiait que, si les hostilités venaient à cesser avant la fin de 1915, les opérations de révision des listes électorales,

pour cette année-là, pourraient immédiatement être effectuées.

S'il en avait été autrement, si, un seul instant, le législateur avait cru retarder la revision des listes électorales jusqu'à la cessation des hostilités, quelle qu'en fût la date, il aurait été inutile de présenter une loi pour 1916, une loi pour 1917 et une loi pour 1918, comme nous l'avons fait. Lorsque, l'armistice ayant été signé, nous nous sommes trouvés en présence de la nécessité de faire reprendre au pays sa vie normale, nous nous sommes demandé : « Faut-il une nouvelle législation pour faire reviser les listes électorales ? — Non, nous allons dès l'abord affirmer que nous sommes sous le régime normal, et nous allons appliquer, en attendant que nous puissions faire mieux, le régime établi depuis 1852. »

C'est ainsi que nous avons fait une circulaire, non pas tant pour régler tous les points extraordinairement délicats, toutes les questions litigieuses, toutes les difficultés à première vue insurmontables devant lesquelles nous nous trouvons encore, mais parce qu'il fallait apporter le premier jalon, gravir le premier échelon, en se tenant très strictement sur le terrain de la légalité. (Approbation.)

Il a fallu faire savoir à tout le pays qu'à partir de 1919 les listes électorales seraient revisées, faire savoir à tous les maires, jusqu'au dernier hameau, qu'ils devaient se préparer à cette opération nécessaire. C'est ce qui a été fait ; mais il est certain que des esprits très avisés, d'une parfaite bonne foi, ont considéré le problème sous un autre aspect et qu'ils ont dit : « Comment ! on va faire reviser les listes électorales dans les délais normaux ? »

Messieurs, notre intention n'a jamais été de faire reviser les listes électorales dans les délais normaux, mais d'affirmer que les listes électorales seraient revisées à partir du 1^{er} janvier et qu'elles auraient une date fixe de clôture. C'était indispensable pour affirmer qu'il y avait en France, pour le peuple souverain, l'instrument nécessaire de sa souveraineté. (Très bien ! très bien !) Il fallait pour cela que les listes électorales fussent revisées à partir du 1^{er} janvier. Telle était notre pensée.

Que s'est-il passé ? Des esprits avisés, animés d'excellentes intentions, ont dit : « Et la situation des mobilisés ? » L'honorable M. Larère a tout à l'heure très éloquemment indiqué les préoccupations qui l'ont agité, qui l'agitent encore, et deux principes se sont opposés l'un à l'autre, à savoir si oui ou non le droit des mobilisés devait, dans la pensée du législateur, entraver la vie politique et nationale. Voilà la question.

Nous avons pensé qu'il n'est pas possible, sous le régime du suffrage universel, dans le pays de la Révolution française, qu'après le magnifique spectacle que nous avons donné au monde civilisé tout entier, nous soyons la seule nation, parmi les vainqueurs et les vaincus, qui ne soit pas en état de faire les élections. (Vive approbation.) Mais le droit des mobilisés doit être sauvegardé. (Très bien ! très bien !)

Je sais que ce problème soulève des questions innombrables.

L'honorable M. Doumer se plaint que j'aie déposé un projet de loi ; j'ai agi, en cela, d'accord avec les commissions du suffrage universel et d'administration générale de la Chambre. Je suis tout prêt à vous proposer de modifier ultérieurement le texte adopté, s'il est établi, d'accord avec les membres de votre commission, qu'il y a lieu de le compléter, ou mieux de l'adapter. Nous devons surtout, étant données les circonstances très graves que nous avons traversées et que nous traversons encore, nous mettre d'accord d'avance pour faire la meilleure œuvre d'adaptation.

Vollà donc toutes les questions qui surgissent.

Nous avons fait, en faveur des mobilisés, quelque chose d'exceptionnel. Le ministre de la guerre a envoyé à tous les commandants de corps l'ordre de faire savoir à chaque mobilisé quels étaient sa situation, ses droits et sa façon de les remplir. Chaque mobilisé a reçu une carte à talon, sur laquelle non seulement est indiquée la formule d'une lettre au maire de sa commune demandant son inscription, mais encore de la désignation d'un mandataire quelconque qu'il charge de surveiller son inscription sur la liste électorale. (Nouvelles marques d'approbation.)

Nous voulons mieux, si c'est possible. Ce que le Gouvernement a décidé et ce que j'ai été autorisé à déclarer solennellement, aussi bien à la Chambre qu'au Sénat, c'est que les élections n'auront pas lieu avant que la démobilisation soit complètement terminée et qu'il ne reste sous les drapeaux que les classes de l'armée active. (Très bien ! très bien !)

Nous avons reconnu, en cours de débat, sur un amendement déposé à la Chambre et que nous avons été très heureux d'accepter, un droit particulier pour le mobilisé : il aura la faculté, le jour où il rejoindra ses foyers, où il y arrivera régulièrement, de faire tous les examens, toute la surveillance et tous les recours qu'il lui plaira pendant une période de vingt jours. Pour le moment, nous ne voyons pas autre chose à faire ; mais, comme je vous le disais, nous sommes disposés à accueillir toutes les suggestions, car il est certain que, sur ces matières délicates, nous serons, ce n'est pas douteux, obligés de vous demander encore quelques dispositions législatives nouvelles.

La question des réfugiés est encore extraordinairement complexe, et, à l'honorable M. Doumer qui nous disait que, dans certaines régions dévastées, la cellule communale avait disparu, qui nous demandait comment nous la reconstituerions, je puis répondre que nous le ferons aussi rapidement que possible, par tous les moyens en notre pouvoir.

Le premier de ces moyens est de déclarer que la mairie existe, de construire, au besoin, une baraque en bois sur laquelle on inscrira le mot « Mairie », où viendront affluer toutes les pièces électorales, où tous les actes d'état civil pourront se faire, pour que la vie communale puisse recommencer le plus régulièrement possible, le jour où les habitants auront pu venir, soit sur place, soit à proximité. (Applaudissements.)

Il faut refaire les listes électorales. Nous avons traversé une année où il y avait des périls de toutes sortes, des difficultés très graves, où l'on envisageait des catastrophes, et jamais nous n'avons reculé ; jamais nous n'avons perdu la vision de l'espérance : ne nous laissons pas attarder lorsqu'il s'agit simplement de refaire des listes électorales, c'est-à-dire d'aligner sur le papier des noms avec toutes les garanties possibles.

Nous examinerons aussi la question des disparus. Je crois que nous serons obligés de faire sur ce point un projet de loi que je vous soumettrai très prochainement. J'espère que nous nous mettrons d'accord avec M. Bepmale sur les deux bases suivantes : les citoyens que l'autorité militaire aura signalés comme disparus au cours de la guerre seront inscrits sur des listes spéciales. Il y a un intérêt majeur à ce que leurs noms n'entrent pas en compte pour la détermination du nombre des électeurs inscrits. (Très bien ! très bien !)

Dans beaucoup de communes — elles sont innombrables — l'inscription des disparus et des réfugiés pourrait troubler le sens des élections. (Vive approbation.) Avec

les réfugiés qui seraient inscrits en surnombre, d'une part, et, de l'autre, avec les disparus on pourrait voir surgir dans certains cas le commerce des cartes électorales. Nous avons à aviser.

En raison de ces difficultés, je suis disposé à apporter, cette année plus que dans toute autre, une surveillance très étroite. (Marques d'approbation.)

M. Mazière. Vous avez raison !

M. Rouby. Je voudrais que vous fissiez démobiliser indistinctement tous les maires.

M. Mazière. Il y a une proposition de loi déposée en ce sens.

M. Gaudin de Villaine. Il s'agirait de 15,000 hommes à démobiliser.

M. le ministre. Nous sommes arrivés au 15 janvier et, quelles que soient les difficultés, un très grand nombre de départements ont pu néanmoins reviser normalement les listes électorales. Il y en a d'autres qui en ont été empêchés par diverses considérations : il y a eu des difficultés d'imprimés, ici à Paris notamment ; et, dans certaines grandes villes, il y a eu des difficultés de tous ordres.

Quant aux pays envahis, je ne veux pas vous donner lecture des dépêches que j'ai reçues des préfets. Nous nous trouvons en présence de nombreux problèmes à résoudre, nous nous y appliquerons de notre mieux, mais, à l'heure présente, dans toutes les communes de France, du moins dans toutes celles qui ont pu se reconstituer, déjà le travail de revision des listes électorales est considéré comme très avancé. Nous vous demandons des délais supplémentaires pour pouvoir agir mieux, en présence des difficultés très sérieuses que je viens de vous signaler. Si vous ne votiez pas aujourd'hui le projet de loi, il faudrait, d'après la législation actuellement en vigueur, que les préfets prissent certaines dispositions pour que les listes qui ne seraient pas encore dressées le fussent par les soins de délégués spéciaux. Il y a donc un intérêt très grand à ce que cette loi soit votée aujourd'hui ; s'il en était ainsi, je pourrais, par voie télégraphique, le faire savoir aux préfets, et elle serait appliquée à partir de demain. (Très bien ! très bien ! et applaudissements.)

M. Bepmale. Messieurs, si j'ai bien compris les brèves explications que M. le ministre de l'intérieur nous a données, il en résulterait qu'à la date du 12 décembre, il a adressé aux préfets une circulaire indiquant les solutions à donner aux diverses difficultés et aux cas spéciaux susceptibles de se présenter.

Par conséquent, c'est sur les bases de cette circulaire et sur les indications qu'elle contenait, que se poursuivait à ce moment la revision des listes électorales.

Je ne sais pas ce qui s'est passé dans les autres départements, mais je sais ce qui s'est passé dans la Haute-Garonne. Voici le texte officiel. Le préfet a, en effet, le 16 décembre 1918, adressé aux maires une circulaire dans laquelle il leur dit : « Une circulaire de M. le ministre de l'intérieur, en date du 6 décembre courant, prescrit de prendre immédiatement toutes dispositions utiles pour commencer dès le 1^{er} janvier prochain la revision des listes électorales. »

Et, après avoir rédigé cette circulaire, le préfet de la Haute-Garonne recopie la circulaire du ministre de l'intérieur à MM. les préfets. C'est bien ce que vous avez dit ?

M. le ministre. Parfaitement.

M. Bepmale. Or savez-vous quelle est la circulaire que le préfet de la Haute-Garonne

reproduit? C'est celle qui porte la date du 23 décembre 1912 — vous entendez bien, monsieur le ministre? — et qui contient, sous la rubrique: « Conditions générales de l'électorat », le paragraphe suivant: « Aux termes des lois... les électeurs doivent être portés sur les listes... 1^o..., 2^o...

« 3^o Les Alsaciens-Lorrains qui, en vertu de l'article 2 du traité de paix du 10 mai 1871, ont opté pour la nationalité française et déclaré fixer leur résidence dans la commune. »

C'est sur ces bases que, dans le département de la Haute-Garonne, on a fait la révision des listes électorales. Si elle est faite ainsi, il faut la refaire.

M. le ministre. A la condition que vous nous donniez les délais!

M. le président. Si personne ne demande plus la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}:

« Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions du décret réglementaire du 2 février 1852 et de la loi du 7 juillet 1874, les délais impartis pour l'établissement des listes électorales sont, pour l'année 1919, fixés de la manière suivante :

« Jusqu'au 31 janvier inclus, pour l'établissement du tableau des additions et retranchements ;

« Jusqu'au 5 février inclus, pour la publication dudit tableau ;

« Jusqu'au 5 avril inclus, pour les réclamations aux fins d'inscription ou de radiation ;

« Jusqu'au 31 mai inclus, pour la clôture des listes.

« Les divers délais des opérations postérieures aux réclamations sont fixés ainsi qu'il suit :

« Pour les décisions des commissions municipales, 10 jours, jusqu'au 15 avril inclus ;

« Pour la notification des décisions des commissions municipales, 5 jours, jusqu'au 20 avril inclus ;

« Pour le délai d'appel devant le juge de paix, 5 jours, jusqu'au 25 avril inclus ;

« Pour les décisions du juge de paix, 20 jours, jusqu'au 15 mai inclus ;

« Pour la notification des décisions du juge de paix, 6 jours, jusqu'au 21 mai inclus ;

« Pour le pourvoi en cassation, 10 jours, jusqu'au 31 mai inclus. »

M. Bienvenu Martin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Bienvenu Martin.

M. Bienvenu Martin. Je voudrais appeler l'attention de M. le ministre de l'intérieur et de la commission sur un point, secondaire, il est vrai, mais qui a néanmoins son importance.

C'est un principe de notre droit public que l'on est électeur lorsque l'on a vingt et un ans accomplis. A quel moment faut-il justifier de la condition d'âge? Au moment de la clôture des listes. Le décret de 1852 porte que seront inscrits sur les listes ceux qui remplissent la condition d'âge, c'est-à-dire qui auront vingt et un ans avant le 1^{er} avril. Il s'ensuit que, si vous retardez de deux mois la clôture des listes pour l'année 1919, ceux qui auront vingt et un ans entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juin de cette année auront le droit d'être portés sur les listes électorales. (Très bien!) Personne de nous

n'a l'intention de refuser le droit électoral à ceux qui acquerront l'âge de vingt et un ans dans la période que j'indique. Est-il suffisant d'en faire verbalement l'observation? Je crois qu'en présence du texte impératif du décret de 1852, et étant donnée cette circonstance qu'à l'heure actuelle, le travail d'établissement des listes, est déjà commencé et que l'on a pu, dans les mairies, suivre à la lettre les prescriptions du décret de 1852, c'est-à-dire ne porter sur les listes nouvelles que ceux qui atteindront l'âge de vingt-et-un ans accomplis au 1^{er} avril, je crois, dis-je, qu'un texte est nécessaire.

Je n'insiste pas pour que cet article additionnel soit inséré dans le projet qui nous est présenté et dont je ne veux pas retarder le vote. Mais j'estime que M. le ministre de l'intérieur fera bien de le proposer à bref délai au Parlement.

M. le ministre. Nous sommes tout à fait d'accord, et ce texte sera déposé très prochainement.

M. le président. M. Bepmale propose d'ajouter à l'article 1^{er} le paragraphe suivant :

« Exceptionnellement, seront inscrits, quoique n'ayant pas atteint les conditions d'âge requises, au jour de la clôture des listes, les jeunes gens appartenant aux classes postérieures à 1917, qui, soit à la suite d'appels réguliers, soit à la suite d'engagements volontaires à durée limitée, ou pour la durée de la guerre, auront été incorporés effectivement dans les unités combattantes. Cette inscription sera faite jusqu'au jour de la clôture des listes, et ultérieurement, sur décision du juge de paix compétent, sur le vu du certificat qui sera délivré à cet effet aux intéressés, par leur chef de corps. »

L'amendement est soumis à la prise en considération.

La parole est à M. Bepmale.

M. Bepmale. Je ne veux pas imposer à l'attention du Sénat une nouvelle intervention, mais il ne me paraît pas possible que, sur un texte semblable, le Gouvernement ne donne pas son opinion.

Je demande simplement que les jeunes gens qui n'ont pas vingt et un ans, qui ont été soldats, et qui se sont battus, puissent être électeurs au même titre que leurs aînés. (Applaudissements.) Il ne me semble pas possible que sur cette question le Gouvernement n'ait pas une opinion. (Très bien! très bien! sur divers bancs.)

M. Hervey. Ils ne seront pas démobilisés, d'abord.

M. Paul Doumer. Si, il y en a, les réformés.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. le ministre. Messieurs, si nous avions pu rester dans une stricte logique, nous aurions apporté devant vous, aujourd'hui, un projet de loi réglant uniquement la question des délais. En raison de circonstances que je n'ai pas à indiquer, il est sorti des délibérations de la Chambre un projet de loi étendu, dans lequel certaines situations spéciales ont été réglées. Mais nous n'avons pas entendu faire une loi organique du droit électoral en France. L'article additionnel de l'honorable M. Bepmale aurait d'abord pour effet, et c'est précisément le point sur lequel j'insiste, d'obliger le Gouvernement à reporter le projet de loi devant la Chambre, c'est-à-dire à lui faire perdre le bénéfice de l'opération que nous tentons aujourd'hui...

M. Charles Riou. C'est une loi nouvelle.

M. le ministre. Sur le fond, je n'ai pas à indiquer l'avis du Gouvernement...

Voix nombreuses. La disjonction!

M. le ministre. ... et je demande que le Gouvernement ne soit amené à s'expliquer que le jour où viendra en discussion la proposition de loi spéciale que déposera M. Bepmale.

M. Bepmale. Je retire mon article additionnel, je le reprendrai sous forme de proposition de loi. (Très bien!)

M. le président. L'amendement étant retiré, je mets aux voix l'article 1^{er} dont j'ai donné lecture.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. M. Dominique Delahaye propose d'insérer après l'article 1^{er} l'article additionnel suivant :

« Les veuves, les mères, les filles, les sœurs âgées de vingt et un ans, des morts de la grande guerre et des disparus, non déserteurs, seront inscrits sur la liste électorale, pour prendre part aux élections de 1919, au lieu et place de leurs maris, de leurs enfants, de leurs pères et de leurs frères.

« Lorsqu'il y a plusieurs morts ou plusieurs disparus dans la même famille, leurs parents auront droit à autant de voix qu'elle compte de victimes.

« La veuve, au cas d'une seule voix, aura la priorité.

« Mais, si elle est empêchée ou si elle n'accepte pas, la mère, la fille ou la sœur pourront lui être substituées au moment de l'inscription sur les listes électorales.

« Au cas où il y a plusieurs filles ou plusieurs sœurs et pas de veuve, ni de mère, la fille ou la sœur la plus âgée aura la priorité.

« S'il n'y a qu'une femme et plusieurs morts ou disparus, cette parente aura droit à autant d'inscriptions et de votes qu'il y a de victimes dans la famille.

« Ce droit est soumis aux diverses causes de déchéance énumérées dans l'article 15 du décret du 2 février 1852. »

L'amendement est soumis à la prise en considération.

La parole est à M. Dominique Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Messieurs, mon amendement est un peu long; je m'efforcerai de faire mon discours très bref. Je me propose, d'ailleurs, plutôt de poser la question de principe que de solliciter votre vote, puisqu'on ne demandera pas même la disjonction.

Plusieurs sénateurs à droite. Mais si!

M. Dominique Delahaye. On me parle de prise en considération, bien que je sois allé, de ma personne, dans le sein de la commission — que je semblais troubler un peu en son travail actif — pour y présenter mon amendement. J'ai donc tous les malheurs à la fois; j'ai fait tout ce qu'un parlementaire peut faire pour attirer l'attention d'une commission et voilà qu'on me répond par une prise en considération.

Mais comme c'est à l'idée, beaucoup plus qu'au résultat, que j'attache de l'importance — le résultat viendra, d'ailleurs, demain ou après-demain — j'avais la crainte d'être forclos.

Plusieurs sénateurs à droite. Mais non!

M. Dominique Delahaye. Il n'y aura donc pas forclusion?

M. Jénouvrier. Non, disjonction!

M. Dominique Delahaye. Cet ensemble me rassure et me tranquillise.

Je crois, messieurs, que je vous apporte la solution de la plus grosse difficulté électorale d'après la grande guerre. L'ensemble

des morts et des disparus, militaires et civils, fait un chiffre d'environ 2 millions de personnes. L'équilibre est rompu; c'est la surprise sur tout le territoire, vous ne savez pas ce qui sortira de pareilles élections...

Un sénateur au centre. Le sait-on jamais?

M. Dominique Delahaye. Là manqueront les voix de ceux qui ont le mieux mérité de la patrie. (*Approbation.*)

« Debout les morts ! », disait-on quand il fallait marcher pour repousser l'ennemi. Cri sublime ! « Debout les morts ! », répéterons-nous, quand il faudra ressusciter la patrie dans sa vie économique, politique, industrielle, commerciale, sous tous ses aspects. Ces êtres chers, nos héros, ont laissé des familles qui peuvent venir traduire, par un vote, leur pensée intime. Avec ce respect de la volonté des morts, inné au cœur des Français, vous avez, presque dans tous les cas, la quasi certitude que la veuve, la mère, la fille ou la sœur voteront comme auraient voté le mort ou le disparu.

M. Grosjean. Ce n'est pas sûr !

M. Dominique Delahaye. Rien n'est sûr, mais il y a une très grande probabilité pour cela. Nous sommes là en présence du respect des volontés du mort dont on veut que la vie se poursuive. Si la France fait ce beau geste, que n'a fait encore aucun pays, et qui est plus facilement réalisable que le vote des femmes, ce seront les femmes qui ressusciteront les morts.

Si vous faites cela, vous allez faire disparaître du même coup toutes les difficultés que vous signalaiet M. Bepmale et M. le ministre de l'intérieur du fait du quorum et des fraudes électorales, puisque les morts et les disparus seront remplacés par des vivants.

Vous avez déjà donné de légitimes satisfactions. C'était un beau geste que de donner à la famille le casque du poilu mort à la guerre. C'est encore un beau geste que de décerner des diplômes pour les morts au champ d'honneur. C'est également un beau geste que d'afficher leur nom dans les mairies et dans les écoles, ou encore d'apposer une plaque sur le domicile des héros, comme on l'a fait à Enghien. J'en ai apporté une dans la salle des conférences, afin que tous nos collègues pussent la voir.

Mais ce sont là des gestes muets. Je propose un geste vivant; je demande que les vivants ressuscitent les morts. Alors vous n'aurez plus à craindre de rupture d'équilibre dans les prochaines élections. Vous devez cette confiance bien méritée aux mères, aux veuves, aux filles et aux sœurs de nos héros. Si, par hasard, des difficultés se lèvent au sujet des disparus — je ne parle pas des déserteurs, bien entendu — si, après étude approfondie, vous ne pensez pas pouvoir accorder la même satisfaction aux disparus qu'aux morts, à l'impossible nul n'est tenu. Je vous suggère simplement l'idée directrice.

Je n'ai pas, d'ailleurs, le mérite de l'invention. Je ne l'ai connue que par une circulaire, adressée aux députés et aux sénateurs de la Loire-Inférieure, et dont on m'a cependant gratifié bien qu'appartenant au département de Maine-et-Loire. Elle m'a été remise à ma sortie de la commission où, je vous l'ai dit hier, je n'avais pas montré grand enthousiasme pour le vote des femmes.

M. Gaudin de Villaine. Vous avez eu tort, elles l'ont bien mérité.

M. Dominique Delahaye. C'est là une question de principe que nous discuterons le moment venu. Deux principes sont en présence : il y a celui devant lequel s'incline M. Louis Martin : « La femme est l'égale de l'homme » ; il y en a un autre devant le-

quel je m'incline plus volontiers : « La femme est le complément direct de l'homme », autrement dit, l'homme est le chef de la femme, l'homme est un terme générique qui embrasse la femme, et, quand l'homme a voté, la femme doit se déclarer contente. (*On rit.*)

Voici donc deux principes opposés sur lesquels vous aurez à vous prononcer. Sans être prophète de profession, je crois pouvoir dire que la Chambre acceptera le vote des femmes et que le Sénat le repoussera.

Plusieurs sénateurs à droite. Non, vous vous trompez !

M. Dominique Delahaye. Nous avons déjà le vote par assis et levé et le vote par mains levées; il faut y ajouter le vote de la voix qui vient de se manifester à l'instant. Je crois bien avoir entendu douze clameurs de partisans du vote des femmes. Par conséquent, la décision définitive du Sénat demeure encore un mystère.

En tout cas, je persiste à croire que le Sénat n'accordera pas le vote aux femmes.

Plusieurs sénateurs à droite. Au contraire !

M. Dominique Delahaye. Vous n'aurez pas le temps de tirer au clair une aussi longue discussion.

M. Gaudin de Villaine. Ce n'est pas long, un seul article suffit.

M. Dominique Delahaye. Je sais qu'on invoque l'exemple de la Belgique, de l'Angleterre, des Etats-Unis. Il paraît d'ailleurs qu'en Angleterre le nombre des femmes qui votent est considérable par rapport à celui des hommes. Les hommes y ont été mis sous le joug.

En Amérique, il en va peut-être différemment. Un Américain fort intelligent, que j'ai tout récemment rencontré en wagon et que j'interrogeais sur le vote des femmes aux Etats-Unis, m'a répondu : « Nous sommes prudents; dans certains Etats, les femmes sont en surnombre, dans d'autres, elles sont en minorité marquée; c'est dans ces derniers que nous leur accordons le droit de suffrage. » (*Sourires.*)

Je crois donc qu'il ne faut pas s'en laisser accroire sur l'enthousiasme des Américains pour le vote des femmes.

Mais laissons ces parenthèses et arrivons au fond de la question. Je veux simplement, de cette circulaire qui a fait mon opinion, et à l'auteur de laquelle je tiens à rendre hommage, extraire ces quelques phrases brèves :

« Nos morts bien-aimés, ces époux, ces pères, ces enfants, qui avaient tous les titres à une longue existence, l'ont sacrifiée pour nous. La justice veut que leurs pensées, leurs volontés, soient prolongées dans la vie de la cité par ceux qu'ils ont aimés, formés ou dont ils étaient l'émanation la plus chère !

« Il faut que ces familles dévastées par la guerre n'aient pas l'amertume de se sentir, quand reprendra la vie nationale, comme pratiquement rayées des droits du citoyen. Ces droits, elles doivent les posséder. Et la manifestation de leur volonté civique apparaîtra comme le plus sûr reflet de la volonté de l'époux, du père, du fils, du frère, couché face à l'ennemi en un linceul de gloire...

« Il serait abominable que les familles qui ont le plus souffert pour le salut de tous soient, à l'heure de la reconstitution de tant de foyers détruits, lettre morte dans la vie intellectuelle, morale et politique du pays. Elles ont trop chèrement acheté un droit supérieur à tout autre de faire acte de personnalité, de volonté. Elle ne doivent pas un instant être réduites à cette sorte d'indigne tutelles qui met celui qui ne possède pas à la merci des décisions de celui qui vote. » (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

Cet auteur a raison.

M. Gaudin de Villaine. Qui est-ce ?

M. Dominique Delahaye. Il se nomme G. Séhelle.

Je sais seulement que c'est un grand esprit et un cœur généreux. Il m'a convaincu sans que je susse qui il était, parce que j'ai l'habitude d'attacher de l'importance aux idées beaucoup plus qu'aux personnes. (*Très bien ! très bien !*)

Maintenant, messieurs, dussiez-vous arriver un jour au vote des femmes...

M. Gaudin de Villaine. Nous y arriverons !

M. Dominique Delahaye. Vous êtes prophète, moi je ne le suis pas; je formule donc une hypothèse. ... dussiez-vous, dis-je, arriver au vote des femmes, comme en Angleterre — cela est douteux pour la France, pays latin, qui a plus de mesure que les autres pays qui ont adopté le vote des femmes — que vous devriez commencer par une expérience. Cette expérience, je vous l'apporte avec toutes les garanties désirables. Ce sont, parmi les Françaises les plus malheureuses, les plus éprouvées, celles qui, de la grande guerre, ont conservé tristesse, regrets, douleur, expérience et, par conséquent, pondération dans les résolutions qui suivront.

Une voix à gauche. Mauvaise humeur aussi, peut-être ?... (*Exclamations.*)

M. Dominique Delahaye. Mauvaise humeur quand on pleure un fils, un époux ? Non, ce sont les larmes les plus légitimes et les plus humaines que puissent jamais répandre une mère, une femme, une fille. Il n'y a point là de mauvaise humeur. Nous savons tous que, dans les familles où l'on a perdu des héros à la guerre, on a montré, au contraire, une impassibilité, une résignation qui, toujours, ont fait mon admiration. (*Très bien ! très bien !*) Et quand je rencontre de ces pères qui ne parlent même pas de leurs fils morts à l'ennemi — j'en ai là sous les yeux, à gauche comme à droite, partout — les ai-je jamais vu récriminer ? Non, ils sont eux-mêmes des héros à leur tour. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Il faut qu'à ces familles nous rendions le suprême hommage qu'aucun pays n'a encore rendu. C'est une idée neuve; il appartient à la France de planter des jalons et de donner un exemple que le monde suivra. C'est l'idée la plus humaine, la plus raisonnable, la plus généreuse; c'est l'hommage solennel de la patrie politique aux défunts. Debout les morts pour ressusciter la vie politique et économique de la France ! (*Applaudissements.*)

Mes chers collègues, je ne vous ai jamais parlé avec un tel désir de vous convaincre; cette fois, je fais appel à votre cœur, et je sais que lorsque l'on fait appel à votre cœur, on a vos suffrages. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La commission demande que l'article additionnel lui soit renvoyé pour un examen ultérieur.

Le renvoi est de droit.

En conséquence, l'article additionnel est renvoyé à la commission.

Je donne lecture de l'article 2 :

« Art. 2. — Tout électeur mobilisé qui aura été indûment rayé ou qui n'aura pas été porté sur les listes électorales de 1919 pourra, même après la clôture de la liste, se pourvoir devant le tribunal de paix aux fins d'inscription par déclaration ou par lettre recommandée adressée au greffier.

« Dans les vingt-quatre heures du dépôt, le greffier du tribunal notifiera le pourvoi formé au maire de la commune où le réclamant veut exercer son droit, et le maire portera le jour même cet avis à la connais-

sance de la population dans les formes ordinaires.

« La réclamation devra être introduite par le mobilisé dans les vingt jours qui suivront son renvoi dans ses foyers. Pour les militaires résidant dans les colonies, ce délai commencera à compter du jour de leur débarquement.

« Le tribunal de paix statuera cinq jours au moins et dix jours au plus après le dépôt au greffe de ladite réclamation. »

Je mets aux voix l'article 2.
(L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 3. — Les mêmes délais supplémentaires de réclamation, selon la même procédure, seront ouverts aux réfugiés et évacués en suite d'opérations militaires ou de l'invasion, ainsi qu'aux électeurs coloniaux maintenus dans la métropole, faute de moyens de transport pour rejoindre la colonie où ils doivent être inscrits s'ils ont été omis ou indûment rayés.

« Le délai de vingt jours courra pour eux à dater du jour où ils seront rentrés dans leurs foyers.

« A l'appui de leur demande d'inscription, ils devront déposer un certificat du maire de la commune d'évacuation ou de refuge, attestant qu'ils ne sont point inscrits sur les listes électorales de ladite commune ou qu'ils ont formé une demande aux fins de radiation.

« Ce délai de vingt jours courra, pour les coloniaux maintenus en France faute de moyens de transport, à dater du jour de leur débarquement dans la colonie où ils doivent être inscrits. »

La parole est à M. Doumer.

M. Doumer. Messieurs, je persiste à croire que, dans une loi qui fait exception à notre législation électorale, il eût été préférable de tenir compte des situations exceptionnelles les plus graves.

S'agissant des régions dévastées et de leurs habitants, soit que ceux-ci aient été contraints de se réfugier dans les diverses régions de la France, soit que, mobilisés, ils ne puissent rentrer dans le pays où ils vivaient, ce n'est pas l'article 3 qui réglera les situations exceptionnelles auxquelles je fais allusion. Mais, puisqu'il est dans l'intention du Sénat de voter le projet tel qu'il lui est soumis, afin d'éviter qu'il retourne à la Chambre, je demande à M. le ministre de l'intérieur de faire étudier et d'étudier personnellement, le plus rapidement possible, les dispositions nécessaires pour parer à la situation : il serait vraiment inadmissible que toute une partie de la population française — et celle qui a le plus souffert de la guerre — fût mise hors d'état de prendre part aux diverses élections qui vont avoir lieu. En conséquence, je demande à M. le ministre de vouloir bien saisir, le plus tôt possible, le Parlement d'une loi spéciale. (Vive approbation.)

M. le ministre. Nous sommes d'accord.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ?...

Je mets aux voix l'article 3.
(L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

10. — QUESTION

M. le président. La parole est à M. Herriot pour poser une question à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur qui l'accepte.

M. Edouard Herriot. Messieurs, je dé-

sire profiter de la présence de M. le ministre de l'intérieur et de M. le sous-secrétaire d'Etat pour appeler leur attention sur une situation tout à fait digne du bienveillant intérêt du Gouvernement, celle des Français de Russie qui ont répondu à l'appel de la mobilisation, qui sont aujourd'hui déjà pour partie démobilisés et dont beaucoup sont en France où ils ne peuvent trouver du jour au lendemain une situation.

Ces compatriotes avaient en Russie leurs affaires, ils y avaient créé une famille, un foyer : ils ont tout abandonné.

Un sénateur à droite. Et tout perdu !

M. Edouard Herriot. En ce moment ils leur est impossible de songer à retourner en Russie.

A côté d'eux, il est une autre catégorie de Français et de Françaises aussi intéressants, ce sont ceux et celles que la révolution a chassés. Tous nous connaissons nombre de braves gens de condition modeste, instituteurs, institutrices, gouvernantes, religieuses, qui ont été obligés de fuir la révolution et qui, réfugiés en France, y restent sans secours.

Je demande au Gouvernement — et j'espère que le Sénat voudra bien couvrir de sa haute autorité ma modeste intervention — de considérer ces Français comme des réfugiés au sens plein du mot, de leur accorder l'allocation que reçoivent de la France tous ceux qui ont souffert pour elle en défendant son nom et son existence. (Vifs applaudissements.)

M. Paul Doumer. Nous nous associons tous à la demande que formule l'honorable M. Herriot. (Très bien ! très bien !)

M. Albert Favre, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat. La situation de nos malheureux compatriotes sur laquelle l'honorable M. Herriot vient d'attirer l'attention du Gouvernement est particulièrement intéressante. Je prends l'engagement de l'examiner avec la plus bienveillante attention et avec le désir de donner satisfaction à des besoins réels. Dans un temps très prochain des instructions seront adressées aux préfets par M. le ministre de l'intérieur ; les intéressés n'auront ensuite qu'à se conformer aux formalités générales des conditions d'assistance aux réfugiés. (Très bien ! très bien !)

M. le président. L'incident est clos.

11. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. Ournac, Lintilhac, Dellestable, Doumergue et Rouby une proposition de loi tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires.

La proposition de loi est renvoyée à la commission d'initiative.

Elle sera imprimée et distribuée.

12. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

A quatorze heures et demie, réunion dans les bureaux :

Organisation des bureaux.
Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).
Commission des pétiions (9 membres).
Commission d'intérêt local (9 membres).

Commission d'initiative parlementaire (18 membres) ;

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Catalogne, ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du code de procédure civile et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modification des délais en matière civile et commerciale) ;

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Lebert, tendant à la modification des articles 36 et 43, paragraphe 4, de la loi du 25 ventôse an XI, modifiée par la loi du 12 août 1902, au bénéfice des aspirants au notariat, présents, mobilisés ou appelés sous les drapeaux pendant la guerre.

A quinze heures, séance publique :

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Bordeaux (Gironde) à percevoir une taxe sur les places occupées, payantes ou non, dans les lieux permanents ou temporaires de spectacle ;

Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par cette loi la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre ;

Première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination, dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, des élèves sortis de l'école polytechnique depuis et y compris l'année 1914 et classés dans le service des poudres ;

Suite de la deuxième délibération sur la proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité.

Quel jour le Sénat entend-il se réunir ?

Voix nombreuses. Le 23 janvier.

M. le président. J'entends demander que la prochaine séance soit fixée au jeudi 23 janvier.

Il n'y a pas d'opposition ? (Non ! non !)

Donc, messieurs, le Sénat se réunira le jeudi 23 janvier, à quinze heures, en séance publique, avec l'ordre du jour qui vient d'être réglé.

Personne ne demande plus la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures cinquante-cinq minutes.)

Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

2317. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 janvier 1919, par M. Catalogne, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si l'intérêt dont les commerçants

avaient pu majorer les créances moratorisées et non constatées par des effets de commerce — intérêt égal au taux des avances sur titres par la Banque de France — ne peut s'ajouter au total des créances moratorisées pour former la somme dont 65 p. 100 sont déductibles et si les créances douteuses, nées depuis les hostilités, ne peuvent aussi être déduites dans les mêmes proportions que les créances moratorisées.

2318. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 6 janvier 1919, par M. Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur à quel moment seront mandatées les indemnités de cherté de vie accordées aux sous-préfets intérimaires et quel en sera le point de départ.

2319. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 6 janvier 1919, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la reconstitution industrielle si, comme il a été fait pour les étudiants en médecine, les étudiants appartenant à la réserve ne peuvent être versés dans les formations des centres universitaires pour poursuivre leurs études et si, par contre, les élèves de l'école centrale lyonnaise ne peuvent être versés dans les formations locales du génie, de l'aviation, de l'artillerie.

2320. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 8 janvier 1919, par M. le comte de Saint-Quentin, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre à quelle époque reprendront les achats de jeunes chevaux (trois et quatre ans) qui, même pendant la guerre, ont été maintenus sous le nom de commande normale; sur quelles catégories porteront les achats et quelle en sera l'importance; enfin quel sera le prix budgétaire des différents achats.

2321. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 8 janvier 1919, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-lieutenant à titre temporaire, nommé le 13 janvier 1917, peut passer lieutenant à deux ans de grade, soit le 13 janvier 1919, ou s'il peut être nommé sous-lieutenant à titre définitif, en vue des périodes de service à effectuer ultérieurement dans la réserve.

2322. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 8 janvier 1919, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un blessé de guerre, réformé temporaire le 4 juin 1915, pris service armé le 13 mai 1916, incorporé le 3 juin 1916, puis mis à nouveau en réforme temporaire le 16 juin 1916, n'a droit à gratification que depuis le 16 juin 1916 et si une interruption de 13 jours entre les deux congés de réforme, motivés par la même blessure peut lui faire refuser ce bénéfice pour la période allant du 4 juin 1915 au 3 juin 1916.

2323. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 janvier 1919, par M. le comte de Saint-Quentin, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de bien vouloir accorder des sursis à partir du 1^{er} février, comme cela s'est fait les années précédentes, aux palefreniers indispensables au fonctionnement des stations d'étalons de l'Etat ainsi qu'aux étalonniers privés ou à leurs palefreniers.

2324. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 janvier 1919, par M. Charles Chabert, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment on envisagera la démobilisation des jeunes gens des classes 1914-15-16, et notamment de ceux qui, s'étant engagés pour la durée de la guerre, ont été nommés officiers au titre de l'active et sont actuellement titularisés à titre définitif; s'ils désirent ne pas rester dans l'armée, et quelle sera leur situation dans la réserve.

2325. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 janvier 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la justice de faire rembourser par l'Allemagne les sommes importantes que les familles alsaciennes et lorraines, qui optèrent pour la France après l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, durent payer au gouvernement allemand.

2326. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 janvier 1919, par M. Amic, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, jusqu'à quelle époque l'allocation et indemnité de vie chère seront perçues par les sous-officiers de carrière à solde mensuelle et mariés continuant à servir après la libération de leur classe et la signature de la paix et si, renvoyés dans leurs foyers avec leur classe et demandant la liquidation de leur pension, ils percevront l'indemnité de libération de 250 fr.

2327. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 janvier 1919, par M. Amic, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un adjudant, nommé à ce grade depuis un an, libérable avec la classe 1899 par suite de son classement dans le service auxiliaire, peut demeurer au service jusqu'à l'accomplissement de ses deux ans de grade; si oui; ce qu'il doit faire; si non, comment sera réglée sa pension?

2328. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 janvier 1919, par M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics pourquoi les rapides de Brest-Paris et Paris-Brest ne sont chauffés ni jour ni nuit et quelles mesures seront prises pour faire cesser cet état de choses.

2329. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 13 janvier 1919, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics d'étendre à l'école des mines de Saint-Etienne la mesure prise à Paris, pour les élèves admissibles, en 1914, aux grandes écoles (polytechnique, centrale, école des mines), c'est-à-dire de considérer tous les élèves admissibles en 1914 comme définitivement reçus.

2330. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 janvier 1919, par M. Charles Dupuy, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il compte autoriser l'exhumation et le transport dans les caueux de famille des corps des soldats morts pour la patrie et dans ce cas que les autorisations soient accordées dans un délai très rapproché lorsque les corps sont réclamés par les parents.

2331. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 janvier 1919, par M. Debierre, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de réserver aux réfugiés du Nord, camionneurs-voituriers de profession, des chevaux réformés et, dans le cas où ces chevaux ne seraient pas livrés à titre gratuit, d'en permettre le paiement en bons de réquisition.

2332. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 janvier 1919, par M. le général A. de Kerdel, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-officier rengagé, promu officier à titre temporaire et ayant accompli quinze ans de services actifs tant comme sous-officier que comme officier à titre temporaire, a droit à la retraite proportionnelle, et si, au cas où il serait promu officier à titre définitif et démissionnerait, il conserverait ses droits à la retraite proportionnelle.

2333. — Question écrite, remise à la prési-

dence du Sénat, le 14 janvier 1919, par M. Peschaud, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si les greffiers de paix n'ont pas droit à l'indemnité de vie chère prévue par la loi de finances du 31 décembre 1917 (45 fr. par mois) et à l'indemnité de temps de guerre prévue par la loi du 14 novembre 1918 (60 fr. par mois).

2334. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 janvier 1919, par M. de Lamarzelle, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique pour quelle raison l'arrêté du 31 octobre 1918 réserve aux seuls fonctionnaires de l'enseignement public, à l'exclusion des membres de l'enseignement libre le droit de se présenter au concours d'agrégation.

2335. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement pourquoi, tandis que certains départements non producteurs de blé manquent encore de la quantité de farines nécessaire, des départements producteurs, dont les greniers sont remplis, ne peuvent rien vendre ni expédier.

2336. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes pourquoi les facteurs auxiliaires ne sont pas titularisés et pourquoi, au moins, l'indemnité de vie chère n'est pas la même pour tous.

2337. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances s'il sera opéré à bref délai un relèvement des traitements du personnel des trésoreries générales et recettes des finances, si une indemnité de fonctions sera accordée aux chefs de service, si bientôt paraîtra le tableau d'avancement de 1919 et s'il comprendra les agents n'ayant pas reçu 1,200 fr. d'avancement depuis le 1^{er} janvier 1918.

2338. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances quelles mesures seront prises pour remédier au préjudice causé par le décret du 20 avril 1917, suspendant, pendant la guerre, l'application de l'article 6 du décret du 8 juillet 1916, relatif à l'attribution, chaque année, de perceptions au personnel des trésoreries générales, des recettes des finances et des perceptions.

2339. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment les brigadiers automobilistes du 85^e R. A. L., après avoir réussi à l'examen final du peloton de sous-officiers automobilistes, ont été envoyés dans différentes formations du service automobile du G. M. P. sans avoir été nommés sous-officiers.

2340. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi toutes les permissions de rapatriement ne sont pas de soixante jours, cette durée n'étant accordée qu'aux prisonniers de 1914, 15 et 16, tandis que les prisonniers de 1917 et 18 ont seulement droit à trente jours.

2341. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, pourquoi le

département de la Manche ayant été rattaché pour la démobilisation à la 3^e région, les hommes habitant ce département, affectés au train des équipages, doivent être démobilisés à Vernon.

2342. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre où se fera à propos des élections, l'inscription des mobilisés de 1914, appartenant, au 31 mars 1919, aux catégories suivantes : habitants des départements envahis se fixant dans les départements où ils se sont réfugiés; mobilisés auxiliaires d'un dépôt établis définitivement dans la ville de ce dépôt; spécialistes des usines fixant leur résidence là où ils seront rémunérés au mieux.

2343. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment et quand le décès d'un prisonnier mort en captivité, pourra être officiel, l'autorité française ne pouvant le constater et l'autorité allemande négligeant d'enregistrer et signaler ledit décès; quelle sera l'attitude de l'autorité administrative devant une déclaration de décès faite par un prisonnier de retour en France pour un autre prisonnier mort en Allemagne.

2344. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi le pécule de guerre (1.000 fr. au minimum avec majoration de 2 p. 100 par enfant de moins de seize ans), accordé aux veuves, ascendants ou descendants des sous-officiers, caporaux et soldats, n'est pas prévu pour les veuves d'officiers morts à la guerre.

2345. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de faire, dès maintenant, lever ou réduire la réquisition sur les fourrages, en déchargeant les communes du contingent de fourrages qui leur a été imposé.

2346. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique d'autoriser les étudiants ayant échoué aux examens des sessions de juin-juillet 1913 et 1914, qui n'ont pu, à cause de leurs obligations militaires, bénéficier de l'instruction ministérielle du 25 mars 1918, à reprendre, à titre tout à fait exceptionnel, leur scolarité et à poursuivre leurs études dans les facultés, l'examen où les étudiants ont échoué étant considéré comme acquis, sous la réserve que pour toute épreuve insuffisante une épreuve complémentaire serait subie avant l'examen de fin d'année.

2347. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la marine d'accorder à titre exceptionnel un plus grand nombre d'heures supplémentaires pour travaux hors cloche aux commis de 4^e classe du personnel administratif dont le traitement n'est toujours que de 4 fr. 20 par jour.

2348. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 janvier 1919, par M. Bourgainel, sénateur, demandant à M. le ministre du commerce, des postes, des télégraphes quelles règles ont été suivies pour la désignation des bureaux de chèques postaux, et si ces règles sont définitives.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2119. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture et du ravitaillement comment il se fait que dans la ville de Cherbourg on fasse payer aux boulangers la farine non logée 54,25 le quintal. (Question du 9 novembre 1918.)

Réponse. — Aux termes du décret du 22 juillet 1918 (article 10) le prix de la farine est fixé à 50 fr. les cent kilogr. nets et nus pris au moulin, les frais de transport restant à la charge des boulangers. Il résulte de l'enquête à laquelle a été procédé que la farine est bien vendue actuellement par les meuniers aux boulangers de Cherbourg au prix et conditions fixés par le décret précité. Un arrêté préfectoral a fixé à un franc le prix du camionnage du moulin à la boulangerie.

2197. — M. Charles Dupuy, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, lorsqu'un régiment d'artillerie reçoit la fourragère, tous les éléments qui se rattachent à ce régiment, ne bénéficient pas de cette distinction et pourquoi en exclure les sections qui transportent les munitions, et qui, concourant à l'action, ne doivent pas être séparées dans la récompense. (Question du 25 octobre 1918.)

Réponse. — Les unités rattachées pour ordre aux régiments d'artillerie, forment corps et, de ce fait, peuvent être appelées à se voir attribuer le droit au port de la fourragère. Il en résulte que le personnel des sections de munitions, considéré à lui seul comme unité formant corps, ne peut prétendre au port de la fourragère attribuée au régiment d'artillerie de même numéro. Les droits de ces unités au point de vue du port de la fourragère ne peuvent être confondus.

2205. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, tous les instituteurs auxiliaires de la classe 1903 étant en sursis depuis octobre 1917, les ministres du culte de cette classe ne bénéficient pas des avantages accordés à ceux des classes 1902 et plus anciennes par la circulaire du ministre de l'intérieur du 27 mars dernier. (Question du 7 novembre 1918.)

Réponse. — Les mesures générales de mise en sursis concernant les instituteurs auxiliaires de la classe 1903 s'appliquent non seulement aux membres de l'enseignement public, mais encore aux membres de l'enseignement privé. Par suite, les professeurs ecclésiastiques de cette catégorie sont susceptibles d'en bénéficier sans aucune restriction. Les demandes de sursis des ecclésiastiques (appartenant à la même classe) sont traitées comme cas d'espèce et chacune est soumise à un examen individuel.

2223. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de démobiliser immédiatement les maires, du moins les maires R. A. T., qui sont en nombre fort restreint, et les S. X. inaptes définitifs par suite de blessure ou maladie contractée aux armées. (Question du 22 novembre 1918.)

Réponse. — La question du renvoi des maires dans leurs communes est à l'étude de concert avec M. le ministre de l'intérieur. Tous les maires appartenant à la R. A. T. seront, d'ailleurs, démobilisés à la date du 14 février; les autres, pour blessures de guerre ont été libérés provisoirement lorsqu'ils appartenaient à la territoriale, et sont assimilés à la plus jeune classe de la territoriale au point de vue de la démobilisation, s'ils appartiennent à la réserve de l'active.

2233. — M. Charles Deloncle, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre qu'afin de pourvoir aux vacances des R. A. T. démobilisés soient admis dans les écoles nationales vétérinaires, au stage officiel prévu par la décision ministérielle du 8 octobre 1918, tous les élèves mobilisés depuis un an au moins, en conformité avec l'article 15 de la loi du 7 août 1913 et sans que soit imposée aux officiers à titre tem-

poraire l'obligation de démissionner. (Question du 24 novembre 1918.)

Réponse. — Les circonstances actuelles ne permettent pas d'étendre à tous les étudiants vétérinaires ayant un an de services les dispositions de la décision du 8 octobre 1918. Les officiers à titre temporaire qui désireraient suivre les cours spéciaux aux étudiants vétérinaires ne peuvent, en tout état de cause, être maintenus dans le grade à titre temporaire auquel ils ont été nommés pour remplir des fonctions déterminées.

2238. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de faire immédiatement renvoyer dans leurs foyers, les maires encore mobilisés (particulièrement les R. A. T. peu nombreux). (Question du 23 novembre 1918.)

Réponse. — La question est à l'étude de concert avec le ministre de l'intérieur.

2239. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi l'indemnité de cherté de vie accordée aux fonctionnaires civils dans toutes les villes ne sera accordée aux officiers et sous-officiers que dans certaines garnisons, et pourquoi cette indemnité ne partira que du 1^{er} octobre pour les officiers et sous-officiers, alors qu'elle datera du 1^{er} juillet pour les fonctionnaires civils. (Question du 28 novembre 1918.)

Réponse. — L'indemnité exceptionnelle du temps de guerre est accordée dans toutes les garnisons. L'attribution de cette indemnité fait partie de l'ensemble des améliorations apportées à la situation des militaires (relèvement de la solde des hommes de troupe, indemnité exceptionnelle de guerre, indemnité de cherté de vie), dont la date d'entrée en vigueur a été fixée uniformément au 1^{er} octobre 1918.

2241. — M. Bussièrre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, si les médecins démobilisés seront prévenus assez à temps pour se procurer les automobiles ou chevaux nécessaires à l'exercice de leur profession. (Question du 29 novembre 1918.)

Réponse. Les médecins démobilisés sont prévenus, en même temps que les officiers des autres armes et services, par les circulaires insérées au Journal officiel fixant la libération de leurs classes.

2252. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la justice ce qu'attend le Gouvernement pour dénoncer le séquestre conservatoire et procéder à la liquidation des biens allemands en France. (Question du 3 décembre 1918.)

Réponse. — Les biens allemands séquestrés en France constituent, entre les mains du Gouvernement, un gage dont le traité de paix réglera la destination définitive.

2254. — M. Bussièrre, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un militaire susceptible d'être versé dans le S. X., mais maintenu S. A., par application de la C. M. 1359-1711, du 21 janvier 1916, nommé maître ouvrier pour la durée de la guerre, doit être nommé caporal en exécution de l'instruction du 2 avril 1912 et de la loi des cadres; par qui doit être faite cette nomination et si celle-ci doit compter du jour de la décision ministérielle ou de celui de la notification au corps où ce maître ouvrier a été nommé. (Question du 6 décembre 1918.)

Réponse. — L'intéressé doit être nommé caporal par le commandant du dépôt à compter du jour où il a pris possession de son emploi de maître ouvrier.

2255. — M. Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un soldat de la classe 1889, mobilisé comme manœuvre dans une mine, n'est pas, comme tous les hommes de sa classe, libéré définitivement et s'il est tenu

de rester un temps quelconque dans l'affectation qu'il avait. (Question du 6 décembre 1918.)

Réponse. — L'intéressé doit être libéré en même temps que les militaires de sa classe, sans conditions.

2256. — M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les militaires de la classe 1904 classés dans l'auxiliaire par suite de maladies contractées au service n'ont pas été rappelés à l'intérieur comme leurs camarades classés dans l'auxiliaire par suite de blessures. (Question du 7 décembre 1918.)

Réponse. — Les territoriaux et R. A. T. versés dans le service auxiliaire pour blessure de guerre sont, non seulement rappelés à l'intérieur, mais encore libérés provisoirement; il n'a pas été possible d'étendre cette mesure aux hommes versés dans le service auxiliaire pour maladie contractée au service.

2259. M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée le 12 décembre 1918, par M. Ch. Dupuy, sénateur.

2260. — M. Mazière, sénateur, demande à M. le ministre de la justice quelles mesures exceptionnelles seront prises en faveur des aspirants au notariat mobilisés depuis 1914, et si ces aspirants, bien que mobilisés, ont le droit de se présenter aux examens de premier clerc et de notaire. (Question du 13 décembre 1918.)

Réponse. — Rien ne s'oppose, en principe, à ce que les aspirants au notariat mobilisés et remplissant les conditions réglementaires se présentent aux examens de premier clerc et de notaire, si l'autorité militaire leur en laisse le loisir. Le Sénat a été récemment saisi d'une proposition de loi tendant à faire bénéficier d'une importante réduction de stage les aspirants au notariat qui ont été mobilisés au cours de la guerre actuelle.

2262. — M. de Las Cases, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si le personnel infirmier d'une équipe chirurgicale d'armée qui, après quatre années de front, vient d'être affectée à la région, perd de ce chef son droit à la permission de vingt jours pour n'être plus admise qu'à obtenir les dix jours de permission accordés au personnel de l'arrière. — (Question du 14 décembre 1918.)

Réponse. — Dès l'instant que la formation dont il s'agit est affectée à une région, les hommes qui la composent sont soumis au régime de permissions de la zone de l'intérieur.

2263. — M. Chastenot, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, pendant la durée de l'armistice, les lois fiscales françaises, et notamment les lois sur le timbre et l'enregistrement, sont applicables en Alsace-Lorraine; dans la négative, quelles lois fiscales y sont appliquées. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — En matière de timbre et d'enregistrement, les lois appliquées actuellement sont celles qui étaient en vigueur en Alsace et en Lorraine au moment de l'arrivée des autorités françaises.

2264. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question du 17 courant par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2265. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, en vertu du décret du 26 juillet 1918, les sous-officiers de gendarmerie de complément touchent une indemnité journalière de 2 fr. 30, alors que leurs camarades de l'active, plus an-

ciens de classes et de services ne touchent qu'une indemnité de un franc. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Les sous-officiers de gendarmerie de complément visés par le décret du 26 juillet 1918 supportent, du fait de leur rappel ou de leur maintien en activité après la libération de leur classe, des charges auxquelles ne sont pas astreints les militaires de la gendarmerie active. Le supplément d'indemnité de mobilisation qu'ils perçoivent, à ce titre, a paru devoir être maintenu lors du vote par le Parlement des crédits demandés en vue de l'amélioration du traitement des militaires de la gendarmerie (loi du 31 décembre 1918).

2266. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un engagé spécial pour la durée de la guerre a droit, durant une permission réglementaire à l'intérieur, à la solde de présence et à l'indemnité représentative de vivres sur le taux de 2 fr. fixé par décret du 29 mai 1918. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Réponse affirmative, mais ces allocations sont exclusives de l'indemnité forfaitaire spéciale prévue par la circulaire du 16 février 1918.

2267. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi des soldats de l'A. O. après plus de vingt mois de présence ininterrompue en Albanie et en Macédoine, n'obtiennent pas les permissions auxquelles ils ont légitimement droit et pourquoi certains sont envoyés en d'autres régions d'Orient. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — 1° L'octroi des permissions aux militaires de l'A. O. a toujours été subordonné à leur relève. Celle-ci se poursuit actuellement avec la plus grande activité possible et de telle sorte que, dans un délai très court, la situation de ces hommes, au point de vue de leur séjour, redeviendra normale. A ce moment, le jeu régulier des permissions reprendra comme par le passé; 2° Il serait nécessaire que des précisions complémentaires fussent données sur les cas d'espèce visés par l'honorable sénateur.

2268. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les allocations et majorations instituées par la loi du 5 août 1914 peuvent être refusées aux familles des sous-officiers de l'armée active dont les ressources se limitent à la solde et aux indemnités militaires et, dans l'affirmative, pourquoi certains se voient refuser le bénéfice des allocations qui sont accordées à d'autres. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Les instructions télégraphiques du 2 août 1918 sont très nettes; les allocations et majorations instituées par la loi du 5 août 1914 ne peuvent être refusées aux familles dont les ressources se limitent à la solde et aux indemnités militaires s'y rattachant. Celles qui s'en voient refuser le bénéfice doivent faire appel devant les juridictions compétentes.

2269. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, alors qu'on a relevé le tarif de toutes les allocations, l'on n'envisage pas le relèvement des allocations des « sans famille ». (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Le taux de l'allocation visée, qui était de 3 fr., a été porté à 5 fr. à dater du 1^{er} avril 1918. Il ne semble pas opportun de procéder à un nouveau relèvement.

2271. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la marine, puisque deux cents écrivains administratifs doivent être nommés à l'emploi de commis de marine de 4^e classe, que satisfaction soit donnée en même temps aux quelques écrivains qui ont été mobilisés aux armées dont plusieurs ont été blessés, et qui n'ont pas eu d'avancement depuis 1914. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Les titres des écrivains mobilisés qui seront proposés par les autorités locales

pour l'emploi de commis de 4^e classe seront examinés, comme les années précédentes, avec la plus grande attention par la commission chargée d'établir la liste d'admissibilité à cet emploi.

2273. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la marine si un écrivain de 2^e classe qui passera à la 1^{re} le 1^{er} janvier 1919 avec solde mensuelle de 150 fr., traitement d'un commis de 3^e classe, conserverait cette solde s'il était nommé à l'emploi de commis de 4^e classe, dont le traitement, reconnu insuffisant, n'est que de 4 fr. 20 par jour. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — L'intention du département est de proposer la suppression de la 4^e classe de commis; les écrivains passant dans le cadre des commis seraient donc nommés à la 3^e classe.

2274. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la marine que, lors des nominations d'écrivains à l'emploi de commis de 4^e classe, soient nommés à une date antérieure ceux qui sont admissibles à cet emploi depuis plus d'un an et qui ont été inscrits sur la liste d'admissibilité au moment où toutes les nominations, comme aussi celles à l'emploi de commis de 4^e classe se faisaient au choix. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Il est de règle, en matière de tableau d'avancement, que le fait qu'on provient d'une inscription antérieure ne confère sur les officiers ou agents inscrits au tableau de l'année aucun privilège spécial; cette règle doit être appliquée dans le cas des nominations d'écrivains à l'emploi de commis. Le point de vue du département sur cette question a été accepté par les représentants accrédités des écrivains.

2275. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur que soit améliorée la situation du personnel de certaine institution de Paris, quant aux indemnités de chauffage, d'éclairage, d'alimentation, de vie chère, quant aux dates des augmentations de traitement et pourquoi des réformes arbitraires y ont été apportées. (Question du 17 décembre 1918.)

Réponse. — Le personnel secondaire de l'institution de Paris visée, qui, aux termes du règlement doit être nourri, logé, chauffé, éclairé et blanchi, n'a été privé d'aucun de ces avantages en nature. Il a eu simplement à supporter, comme dans tous les établissements de l'Etat, les restrictions imposées par le service du ravitaillement. Le chauffage général, qui n'avait pu fonctionner normalement d'une façon continue, sera repris d'une façon complète et définitive à dater du 1^{er} janvier 1919 si les livraisons de charbon peuvent être faites avec régularité. Les indemnités de cherté de vie ont été accordées en tenant compte des avantages en nature au personnel de l'établissement en conformité des lois et décrets en vigueur, aussitôt que les crédits, demandés en temps utile, à cet effet, ont été votés par le Parlement; l'avance en a même été faite antérieurement au mandatement. Les augmentations de traitement font l'objet de propositions régulières aussitôt adoptées.

2278. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les R. A. T. mobilisés à la légion de la garde républicaine ne seront pas renvoyés avec leur classe d'ici le 5 février prochain. (Question du 19 décembre 1918.)

Réponse. — Les circulaires relatives à la libération des R. A. T. ont été rendues applicables à la gendarmerie; il n'a été prévu aucune exception.

2279. — M. Rouland, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les mobilisés des classes 1898 et plus jeunes, pères de famille, bénéficieront d'une majoration d'une classe par enfant, comme ceux faisant partie des classes 1897 et plus anciennes, et seront com-

pris dans la composition du deuxième échelon de démobilisation annoncé. (Question du 19 décembre 1918.)

Réponse. — La circulaire du 15 décembre 1918 (Journal officiel du 16 décembre) qui a accordé une majoration d'une classe par enfant s'applique à tous les militaires des réserves et non pas aux seuls R. A. T.; il s'ensuit que ceux des militaires des classes de mobilisation 1898 et postérieures qui seront assimilés du fait de cette majoration aux classes de la R. A. T. seront compris dans le 1^{er} ou le 2^e échelon de démobilisation, suivant la classe à laquelle ils se trouveront assimilés. En outre, les pères de cinq et quatre enfants et veufs avec trois enfants des classes 1898 à 1916 inclus qui ne seront pas classes dans la R. A. T. par cette assimilation, seront compris dans le 2^e échelon. (Circulaire du 15 décembre. — Journal officiel du 16 décembre.)

2282. — M. Perreau, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un sous-officier du service automobile, classe 1902 par son âge, mais engagé volontaire de la classe 1899, comptant treize années de services militaires dans l'armée active, peut être admis à contracter un rengagement afin de compléter ses quinze ans de services et dans quelles conditions. (Question du 26 décembre 1918.)

Réponse. — Le sous-officier dont il s'agit peut être admis à se rengager s'il réunit les conditions fixées par l'article 54 de la loi de recrutement, ainsi que par la circulaire du 13 décembre 1918 et s'il est accepté par le conseil du régiment. Il doit adresser sa demande à son chef de corps.

2284. — M. Charles Deloncle, sénateur, demande à M. le ministre de la justice, si le décret du 17 juin relatif aux purges et surenchères, est applicable aux ventes judiciaires faites pendant la guerre, ou si ce décret ne vise que les ventes faites avant la déclaration de guerre et pour lesquelles le délai de huitaine pour faire surenchère n'était pas encore expiré au jour de la déclaration de guerre. (Question du 23 décembre 1918.)

Réponse. — Le décret du 17 juin 1916 ne faisant aucune distinction entre les ventes effectuées avant ou pendant la période de guerre, il est permis de penser, sous réserve de l'interprétation des tribunaux, que ses dispositions s'appliquent dans l'un et dans l'autre cas.

2288. — M. Laurent-Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un officier, en garnison dans une ville bombardée, a droit à l'indemnité de bombardement pour lui et sa famille, bien que celle-ci n'habite pas ladite ville. (Question du 25 décembre 1918.)

Réponse. — Réponse affirmative.

2291. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre des finances qui doit payer la taxe des biens de mainmorte, de la collectivité propriétaire ou du locataire des immeubles, lorsque, d'après le bail, celui-ci s'est engagé à payer « les contributions mises ou à mettre sur les biens affermés », sans que la taxe des biens de mainmorte ait été expressément mentionnée. (Question du 25 décembre 1918.)

Réponse. — La taxe des biens de mainmorte est, d'après la loi, imposable au nom de la collectivité propriétaire et c'est celle-ci qui en est seule redevable au regard du Trésor. Il en est ainsi, alors même que les propriétés passibles de la taxe sont louées et quelles que soient les conventions particulières intervenues entre les parties.

Quant à la question de savoir si, du fait de ces conventions, et notamment d'une clause conçue dans les termes indiqués ci-dessus, la collectivité propriétaire peut exiger du locataire qu'il prenne le montant de la taxe à sa charge, elle n'est pas de la compétence de l'administration des finances et ne pourrait être tranchée, le cas échéant, que par l'autorité judiciaire.

2292. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et des postes et télégraphes si le fait de garder trois jours à la poste, par négligence ou oubli, des paquets de journaux qui, du fait de ce retard, ne peuvent être vendus lorsqu'ils arrivent à destination, constitue, pour les agents, un acte se détachant nettement de l'exercice de leurs fonctions et constituant une faute personnelle dont ils doivent réparation. (Question du 25 décembre 1918.)

Réponse. — Pour apprécier s'il s'agit, dans la circonstance, d'une faute lourde engageant la responsabilité personnelle des agents en cause ou, simplement, d'une faute ou négligence professionnelle n'excédant pas les risques ordinaires de leurs fonctions, des renseignements circonstanciés et précis sur le fait qui a motivé la demande de M. le marquis de Kérouartz, sénateur, seraient indispensables.

Dès que ces renseignements auront été fournis, il sera procédé à une enquête en vue de déterminer, exactement, dans quelle mesure la responsabilité du personnel intéressé se trouve engagée.

2293. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics quelle somme par mois, depuis six mois, l'administration des chemins de fer de l'Etat a payé pour colis perdus, avariés ou volés. (Question du 25 décembre 1918.)

Réponse. — L'administration des chemins de fer de l'Etat a payé, pour colis perdus, avariés ou volés :

En juin.....	1.180.372 34
En juillet.....	1.254.312 94
En août.....	1.420.464 73
En septembre.....	1.535.031 89
En octobre.....	1.545.870 40
En novembre.....	1.672.909 46
Soit un total de.....	8.608.961 76

Ces sommes devront être ventilées entre les divers réseaux intéressés aux transports qui en ont motivé le paiement. La part devant rester finalement à la charge du réseau de l'Etat atteindra vraisemblablement une somme globale d'environ 5 millions de francs.

2295. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances pour quels motifs il n'a pas été fait emploi, en faveur du personnel des trésoreries générales et recettes des finances, de la totalité des crédits les concernant pour les exercices 1914, 1915, 1916 et 1917. (Question du 27 décembre 1918.)

Réponse. — Il a été nécessaire de réserver les crédits correspondant : 1^o à la vacance d'un certain nombre de postes qui doivent être pourvus de titulaires; 2^o aux traitements des agents restés en pays envahis ou mobilisés à solde mensuelle. En employant à des avancements la totalité des crédits, l'administration aurait engagé des dépenses que les crédits votés n'auraient pas permis de couvrir le jour où la situation des cadres serait redevenue normale.

2296. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances si la moitié des emplois de début dans le personnel titulaire des trésoreries générales et recettes des finances ne sera pas donnée à bref délai aux mutilés de la guerre. (Question du 27 décembre 1918.)

Réponse. — L'administration doit tout d'abord nommer aux postes vacants les candidats reçus aux concours de 1912, 1913 et 1914 qui accomplissaient leur service militaire lors de la mobilisation. Elle ne manquera pas ensuite d'examiner avec toute la sollicitude que méritent les mutilés de la guerre la question de savoir combien de postes il sera possible de leur réserver,

2301. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi l'allocation de 250 fr. accordée à chaque soldat démobilisé n'est pas allouée aux réformés n^o 2 de la guerre renvoyés dans leurs

foyers sans aucune indemnité. (Question du 27 décembre 1918.)

Réponse. — Les modalités de l'attribution de l'allocation de démobilisation ne pourront être arrêtées que lorsque cette indemnité aura été instituée par un vote du Parlement, statuant sur le projet de loi n^o 5398, qui tend à attribuer aux mobilisés une indemnité de sortie de campagne.

2302. — M. Maurice Faure, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les personnes, civiles ou militaires, travaillant à la confection, au chargement ou à la manipulation des munitions, blessés par explosions accidentelles non imputables à leur faute, n'ont pas droit à l'insigne des blessés de guerre quand l'accident s'est produit dans un établissement de la zone des armées ou dans une usine de l'intérieur. (Question du 27 décembre 1918.)

Réponse. — Seuls les militaires non placés en sursis et continuant à recevoir la solde de leur grade peuvent obtenir l'insigne des blessés et réformés, si, par suite des blessures accidentelles ainsi reçues, ils sont réformés ou versés dans le service auxiliaire.

2310. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre des finances si un percepteur, receveur municipal, peut refuser le paiement d'un mandat communal pour assurance contre l'incendie des bâtiments communaux, supérieure de quelques centimes à la prime fixée par la police, antérieure à la loi de finances du 30 juin 1918 relevant la taxe sur les valeurs assurées. (Question du 30 décembre 1918.)

Réponse. — L'administration n'est pas à même de répondre à la question dans les termes généraux où elle est posée. Des précisions sont indispensables pour lui permettre d'ouvrir une enquête sur les circonstances de fait qui ont entouré le refus de paiement du receveur municipal.

Ordre du jour du jeudi 23 janvier.

A quatorze heures et demie. — Réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.

Nomination des commissions mensuelles, savoir :

- Commission des congés (9 membres).
- Commission des pétitions (9 membres).
- Commission d'intérêt local (9 membres).
- Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Catalogne, ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du code de procédure civile et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modification des délais en matière civile et commerciale). (N^o 51, année 1918.)

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Lebert, tendant à la modification des articles 36 et 43, paragraphe 4, de la loi du 25 ventôse an XI, modifiée par la loi du 12 août 1902, au bénéfice des aspirants au notariat, présents, mobilisés ou appelés sous les drapeaux pendant la guerre. (N^o 488, année 1918.)

A quinze heures. — Séance publique.

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser la ville de Bordeaux (Gironde) à percevoir une taxe sur les places occupées, payantes ou non, dans les lieux permanents ou temporaires de spectacle. (N^o 142, fascicule 47;

146, fascicule 51 ; 163, fascicule 61, année 1914, et n° 38, fascicule 19, année 1918. — M. Beauvisage, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compléter la loi du 2 avril 1918, en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par cette loi de procédure de

constatation et d'évaluation des dommages de guerre. (N°s 424 et 531, année 1918. — M. Reynald, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination, dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, des élèves sortis de l'école polytechnique depuis et y compris l'année 1914 et classés dans le ser-

vice des poudres. (N°s 330 et 536, année 1918. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

Suite de la 2^e délibération sur la proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité. (N°s 311 et 329, année 1910 ; 354 et 402, année 1912 ; 449, année 1913 ; 31, année 1917, et 3, année 1918. — M. Cazeneuve, rapporteur.)